



Grand-Duché de Luxembourg
Ministère d'État

Bulletin de documentation

SOMMAIRE

La naissance et le baptême de Son Altesse Royale le Prince Guillaume de Luxembourg	1
Les Fiançailles de Son Altesse Royale la Princesse Marie-Astrid de Luxembourg avec Son Altesse Impériale et Royale Christian de Habsbourg-Lorraine, Archiduc d'Autriche	3
Les Fiançailles de Son Altesse Royale la Princesse Margaretha de Luxembourg avec Son Altesse Sérénissime le Prince Nicolas de Liechtenstein	4
Messages de Nouvel An de Son Altesse Royale le Grand-Duc et du Président du Gouvernement	5
La banque face aux défis de l'avenir – Allocution de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement	8
Financer plus d'innovations en risquant moins – Allocution de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement	10
Der Strukturwandel des internationalen Bankgeschäfts aus luxemburgischer Sicht – Conférence de Monsieur Ernest Mühlen, Secrétaire d'Etat aux Finances	12
Le soixante-quatrième anniversaire du Conservatoire de la ville de Luxembourg	17
La réunion du Conseil ministériel de l'OTAN à Bruxelles	19
Nouvelles diverses	21

5/81

Novembre-Décembre 1981

Service Information et Presse
Luxembourg - 10, boulevard Roosevelt

La naissance et le baptême de Son Altesse Royale le Prince Guillaume de Luxembourg

L'heureuse nouvelle de la naissance d'un Prince a été annoncée à la population par le communiqué suivant du Maréchalat de la Cour:

«Le 11 novembre 1981 à 12.25 heures, à la Maternité Grande-Duchesse Charlotte, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse Héritière a donné le jour à un Prince qui portera les noms de Guillaume - Jean - Joseph - Marie. Pour prévenir la possibilité de complications ultérieures, une césarienne a été pratiquée par le professeur-docteur Roger Vokaer, assisté du docteur Henri Kugener, médecin-accoucheur. Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier est resté auprès de Son épouse pendant l'accouchement; étaient également présents les docteurs André Beissel et Emile Gretsich, médecins de la Cour.

La Mère et l'Enfant sont en parfaite santé.
Luxembourg, le 11 novembre 1981.»

L'heureux événement a été salué avec allégresse par la population et par 101 coups de canon tirés par une batterie d'artillerie mise en place sur les hauteurs du Fort Thungen, suivis du son des cloches des églises annonçant à toute volée la bonne nouvelle.

Monsieur Léon Bollendorff, Président de la Chambre des Députés, et Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, firent parvenir à Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, ainsi qu'à Leurs Altesses Royales le Grand-Duc Héritier et la Grande-Duchesse Héritière des télégrammes de félicitations.

Le 13 novembre, Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, accompagné de Madame Colette Flesch, Vice-Président du Gouvernement, Ministre de la Justice, du Maréchal de la Cour, Monsieur Christian Calmes, et de Monsieur Marcel Jean Emile Franck, Officier de l'état civil de la Ville de Luxembourg, se rendit à la Maternité Grande-Duchesse Charlotte pour procéder à la cérémonie de la signature de l'acte de délivrance dont nous reproduisons le texte ci-après:

Acte de délivrance

L'an mil neuf cent quatre-vingt-un, le treize novembre, à quatorze heures,

Nous Pierre Werner, Président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Ministre d'Etat,

et Colette Flesch, Ministre de la Justice,

Nous nous sommes rendus au Centre Hospitalier de Luxembourg, Maternité Grande-Duchesse Charlotte à Luxembourg, où étant

Son Altesse Royale Monseigneur le Prince Henri - Albert - Gabriel - Félix - Marie - Guillaume, Grand-Duc Héritier de Luxembourg, Prince Héritier de Nassau, Prince de Bourbon de Parme, né au Château de Betzdorf, le 16 avril 1955,

Nous a fait connaître l'heureuse délivrance de Son Auguste Epouse, Son Altesse Royale la Princesse Maria Teresa, Grande-Duchesse Héritière de Luxembourg, née à Marianao, La Havane, le 22 mars 1956,

Qui a mis au monde le onze novembre mil neuf cent quatre-vingt-un, à douze heures vingt-cinq minutes, à ladite Maternité Grande-Duchesse Charlotte, un enfant qui nous a été présenté et que nous reconnaissons, avec les témoins, être du sexe masculin et qui recevra les prénoms de Guillaume - Jean - Joseph - Marie.

En foi de quoi, Nous Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, et le Ministre de la Justice, avons, en présence des témoins, dressé en double exemplaire le présent procès-verbal dont nous avons donné lecture à Son Altesse Royale Monseigneur le Prince Henri - Albert - Gabriel - Félix - Marie - Guillaume, Grand-Duc Héritier de Luxembourg, Prince Héritier de Nassau, Prince de Bourbon de Parme, Père du Prince nouveau-né ainsi qu'aux témoins ci-après désignés, à savoir:

Monsieur Christian Calmes, Maréchal de la Cour, et

Monsieur Marcel Jean Emile Franck, qui en sa qualité d'Officier de l'état civil dressera l'acte de naissance en conformité des dispositions légales en vigueur,

et ont, le Père déclarant et lesdits témoins, signé avec nous le présent procès-verbal dont un exemplaire sera déposé aux Archives de la Maison Grand-Ducale et l'autre aux Archives de l'Etat.

Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier signa ensuite l'acte de naissance du Prince nouveau-né. Nous reproduisons ci-après le texte de l'acte de naissance.

Acte de Naissance

de

S.A.R. le Prince Guillaume Jean Joseph Marie

Luxembourg, le 11 novembre 1981

Grand-Duché de Luxembourg

Etat Civil de la Ville de Luxembourg

L'an mil neuf cent quatre-vingt-un, le treize du mois de novembre, à quatorze heures cinq minutes,

Nous Marcel Jean Emile Franck, fonctionnaire communal, officier de l'état civil par délégation du bourgmestre de la Ville de Luxembourg, canton de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Nous nous sommes rendu au Centre Hospitalier, Maternité Grande-Duchesse Charlotte à Luxembourg, où, Son Altesse Royale le Prince Henri, Grand-Duc Héritier de Luxembourg, nous a déclaré la naissance d'un enfant du sexe masculin, né à Luxembourg, au Centre Hospitalier, Maternité Grande-Duchesse Charlotte, route d'Arlon, le onze novembre courant, à douze heures vingt-cinq minutes,

Que cet enfant est fils de Son Altesse Royale le Prince Henri - Albert - Gabriel - Félix - Marie - Guillaume, Grand-Duc Héritier de Luxembourg, Prince Héritier de Nassau, Prince de Bourbon de Parme, né au Château de Betzdorf, commune de Betzdorf, le seize avril mil neuf cent cinquante-cinq,

Et de Son Altesse Royale la Princesse Maria Teresa, Grande-Duchesse Héritière de Luxembourg, née à Marianao, Province de la Havane, Cuba, le vingt-deux mars mil neuf cent cinquante-six,

Conjoints, domiciliés ensemble à Luxembourg, Palais Grand-Ducal, résidant à Heisdorf, commune de Steinsel,

Que l'enfant portera les prénoms de Guillaume - Jean - Joseph - Marie.

En foi de quoi Nous Marcel Jean Emile Franck, officier de l'état civil par délégation, avons dressé le présent acte et l'avons inscrit dans les registres aux actes de naissance de la Ville de Luxembourg.

Nous avons aux lieu, jour et heure susmentionnés donné à Son Altesse Royale le Prince Henri - Albert - Gabriel - Félix - Guillaume, Grand-Duc Héritier de Luxembourg, Prince Héritier de Nassau, Prince de Bourbon de Parme, Père de l'enfant nouveau-né, lecture du présent acte qu'il a signé avec Nous.

Un communiqué du Maréchalat de la Cour en date du 16 novembre annonça que la cérémonie du baptême du Prince Guillaume était fixée pour la journée du 2 décembre.

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse Héritière, accompagnée de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier et du Prince Guillaume, quitta le 22 novembre en fin de matinée la Maternité Grande-Duchesse Charlotte pour regagner la villa de Heisdorf, résidence du Couple héritier.

Le baptême

La cérémonie du baptême eut lieu le 2 décembre à la salle des fêtes du Palais grand-ducal, en présence de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc Héritier et la Grande-Duchesse Héritière, de Leurs Altesses Royales la Princesse Marie-Astrid, marraine, et du Prince Guillaume, parrain; des grands-parents, Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, Monsieur et Madame Mestre, de l'arrière-grand-mère, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse Charlotte, de Leurs Altesses Royales la Princesse Margaretha, tante, et du Prince Jean, oncle, Mademoiselle Catalina Mestre, tante, des oncles Monsieur Luis Mestre et Monsieur Antonio Mestre, et de Son Altesse Royale la Duchesse de Hohenberg.

Monsieur Léon Bollendorff, Président de la Chambre des Députés, Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, Madame Colette Flesch, Vice-Président du Gouvernement et Ministre de la Justice, et Monsieur François Goerens, Président du Conseil d'Etat, assistaient à la cérémonie.

Monseigneur Jean Hengen, Evêque de Luxembourg, assisté du Vicaire Général Mathias Schiltz, de l'Abbé Georges Vuillermoz, Aumônier de la Cour, et de l'Abbé Roger Heintz, Curé de St. Michel, adressa des paroles de bienvenue aux heureux parents, à la marraine et au parrain et à tous les participants à la cérémonie. Il expliqua le sens du baptême et l'engagement qui est pris par les parents, la marraine et le parrain qui présentent l'enfant à la communauté chrétienne.

Après ce rite d'accueil et la lecture du texte biblique relatant le baptême du Christ dans les eaux du Jourdain, Monseigneur Jean Hengen prononça une homélie.

Après la profession de foi des parents, de la marraine et du parrain, le sacrement du baptême fut administré au Prince Guillaume, tandis que l'assistance récitait le «Notre Père».

Le Prince Guillaume fut ensuite consacré comme il est de tradition à la Sainte Vierge, Consolatrice des Affligés, et Patronne du Grand-Duché de Luxembourg.

La célébration du baptême fut clôturée par la signature de l'acte de baptême par Leurs Altesses Royales le Grand-Duc Héritier et la Grande-Duchesse Héritière, Leurs Altesses Royales la Princesse Marie-Astrid et le Prince Guillaume et par Monseigneur Jean Hengen, Evêque de Luxembourg.

A l'issue de la cérémonie tous les invités assistèrent à une réception au cours de laquelle des toasts furent portés à la santé du petit Prince Guillaume, tandis que la marraine et le parrain distribuaient des dragées à l'assistance, comme le veut une vieille coutume luxembourgeoise.

Les Fiançailles de Son Altesse Royale la Princesse Marie-Astrid de Luxembourg avec Son Altesse Impériale et Royale Christian de Habsbourg-Lorraine, Archiduc d'Autriche

Le 9 novembre 1981 un communiqué du Maréchal de la Cour grand-ducale apprenait au public que Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse étaient heureux d'annoncer les fiançailles de Son Altesse Royale la Princesse Marie-Astrid avec Son Altesse Impériale et Royale Christian de Habsbourg-Lorraine, Archiduc d'Autriche. La nouvelle fut accueillie avec joie dans tout le pays. Au cours de l'après-midi de la même journée à l'occasion d'une réception organisée dans les jardins du château de Colmar-Berg, les jeunes fiancés, entourés de leurs parents, furent présentés à la presse luxembourgeoise et internationale.

Nous reproduisons ci-après les notices biographiques de Son Altesse Royale la Princesse Marie-Astrid et de Son Altesse Impériale et Royale Christian de Habsbourg-Lorraine, Archiduc d'Autriche.

Son Altesse Royale la Princesse Marie-Astrid est née le 17 février 1954 au Château de Betzdorf, fille aînée du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse de Luxembourg.

La Grande-Duchesse Charlotte de Luxembourg, sa grand-mère, est sa marraine; son parrain est le Roi Léopold III de Belgique, son grand-père.

La Princesse a fait des études à Luxembourg et en Belgique. De 1971 à 1974, elle a suivi l'enseignement de l'École d'infirmières à Luxembourg (Clinique du Sacré Cœur) où elle obtint en juin 1974 le diplôme d'«Infirmière diplômée d'Etat». En 1977, elle compléta sa formation en obtenant à l'Institut «Prince Léopold» d'Anvers le brevet d'infirmière en médecine tropicale avec la mention «très bien».

La Princesse parle le luxembourgeois, le français, l'anglais et l'allemand. Elle a effectué de nombreux séjours d'études et touristiques à l'étranger, tant en Europe qu'Outre-mer.

Elle a représenté la Famille Grand-Ducale dans de nombreuses cérémonies patriotiques, culturelles, folkloriques et sportives tant au Grand-Duché qu'à l'étranger.

En 1974, elle inaugura officiellement à Rwamagana, République du Rwanda, une école d'infirmières financée par l'Etat luxembourgeois. Elle retourna dans ce pays en été 1975 pour travailler pendant trois mois comme infirmière dans des hôpitaux rwandais. Elle fut, durant ce séjour, accompagnée de sa sœur, la Princesse Margaretha.

En décembre 1979, elle inaugura les nouveaux centres d'hygiène sociale en Tunisie, dont le financement était également assuré par l'Etat luxembourgeois.

En 1980 elle travailla aux Etats-Unis d'Amérique dans un organisme international s'occupant spécialement de la coopération au développement. En outre, elle a suivi des cours de perfectionnement dans le domaine de la santé publique au tiers monde.

Elle est Présidente de la Croix-Rouge de la Jeunesse Luxembourgeoise depuis 1970.

Parmi les principales activités récréatives et sportives de la Princesse Marie-Astrid il convient d'énumérer la musique classique et moderne, la lecture, la natation, l'équitation, le tennis, le ski et le ski nautique.

Son Altesse Impériale et Royale Christian de Habsbourg-Lorraine, Archiduc d'Autriche, est né en Belgique, au Château de Belœil le 26 août 1954. Ses parents sont Son Altesse Impériale et Royale l'Archiduc Charles-Louis d'Autriche, actuellement administrateur de sociétés, et Son Altesse Impériale et Royale l'Archiduchesse Yolande, née Princesse de Ligne.

Rappelons que l'Archiduc Christian est le petit-fils de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi de Hongrie Charles, décédé en 1922, et de Sa Majesté l'Impératrice Zita, née Marie de Bourbon, qui est la sœur du Prince Félix de Bourbon de Parme, décédé en 1970 qui fut le grand-père de la Princesse Marie-Astrid.

L'Archiduc Christian est le troisième d'une famille de quatre enfants. Il a un frère et deux sœurs. Pendant son enfance, il a vécu trois ans aux Etats-Unis, puis il a fréquenté des écoles en Suisse, en France et en Belgique au Collège St. Michel de Bruxelles où il a suivi la section gréco-latine et sciences.

Etudiant pendant 5 ans à l'Université Catholique de Louvain à la Faculté de Sciences Economiques, Sociales et Politiques, il a obtenu avec grande distinction une licence en sciences politiques et sociales et relations internationales.

L'Archiduc parle le français, l'anglais, l'allemand et le néerlandais. Il a effectué plusieurs voyages d'études, notamment en Europe, aux Amériques, en Afrique, au Proche et Moyen Orient.

Professionnellement, il a été occupé pendant un an dans le secteur bancaire à Londres, à Vienne et à Bruxelles.

L'Archiduc a participé à la création de mouvements de jeunes œuvrant à l'unification européenne. Il s'occupe également des œuvres sociales de l'association St. Vincent de Paul. Parmi ses sports favoris, l'Archiduc compte le football, le ski, le tennis, la natation et la chasse. Il est de surcroît un grand amateur de musique et de lecture.

Les Fiançailles de Son Altesse Royale la Princesse Margaretha de Luxembourg avec Son Altesse Sérénissime le Prince Nicolas de Liechtenstein

En date du 7 décembre 1981, un communiqué du Maréchalat de la Cour grand-ducale diffusa la nouvelle que Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse étaient heureux d'annoncer les fiançailles de Son Altesse Royale la Princesse Margaretha avec Son Altesse Sérénissime le Prince Nicolas de Liechtenstein. La date du mariage a été fixée pour le samedi, 20 mars 1982 à Luxembourg.

En fin de matinée, le 8 décembre 1981, les fiancés, entourés de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, de Son Altesse Sérénissime le Prince François Joseph II et de Son Altesse Sérénissime la Princesse Gina, furent présentés à la presse au Château de Colmar Berg où ont été célébrées également les fiançailles.

Ci-après nous reproduisons les notices biographiques des futurs époux.

Son Altesse Royale la Princesse Margaretha est née le 15 mai 1957 au Château de Betzdorf au Grand-Duché de Luxembourg. Elle est le quatrième enfant du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse de Luxembourg et la sœur jumelle du Prince Jean.

La Princesse a fait ses études primaires et secondaires au Grand-Duché de Luxembourg – dont une partie à l'Ecole Européenne de Luxembourg – en Belgique et en Grande-Bretagne.

Au cours d'un séjour aux Etats-Unis de 1979 à 1980 elle a suivi comme élève libre des cours à la Notre-Dame University à South Bend dans l'Indiana.

La Princesse Margaretha, qui prépare un mémoire sur un thème économique, a achevé sa formation à l'Institut d'études sociales de l'Université Catholique de Paris.

La Princesse, qui parle le luxembourgeois, le français, l'anglais et l'allemand, a effectué des voyages d'études dans de nombreux pays. En 1975, elle a accompagné la Princesse Marie-Astrid en République du Rwanda pour y travailler pendant trois mois dans des hôpitaux.

Elle a assumé le patronage de l'Association des Aveugles du Luxembourg et de la Crèche de Luxembourg.

Parmi les principales activités récréatives et sportives de la Princesse Margaretha il convient d'énumérer la lecture, la musique, l'équitation, le ski et le tennis.

Son Altesse Sérénissime le Prince Nicolas de Liechtenstein est né à Zurich le 24 novembre 1947. Le Prince est le troisième enfant de Leurs Altesses Sérénissimes François Joseph II et Gina, Princes de Liechtenstein.

Il effectua ses premières classes à l'école de Vaduz, puis il entra au célèbre Schottengymnasium (lycée), déjà fréquenté par son père. Il poursuivit ses études moyennes à Zuz (canton des Grisons) jusqu'à la maturité (1967).

Il fit ensuite des études de droit à l'Université de Vienne, où il obtint en 1973 le grade de docteur en droit.

De 1973 à 1974, le Prince Nicolas travailla à la Croix Rouge Internationale à Genève. Il accomplit ensuite deux ans de stage dans l'administration de l'Etat et auprès des tribunaux liechtensteinois. Depuis 1978, il est Représentant permanent de la Principauté auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

A côté de son activité professionnelle, il se consacre dans divers domaines à la vie publique de son pays. En novembre 1969, lors de sa fondation, le prince Nicolas assumait le patronage du Club de Presse liechtensteinois. Depuis 1971, il est protecteur des Eclaireurs du Liechtenstein. Il voue un intérêt soutenu à la Croix Rouge. Il fait partie de son comité exécutif et collabore à ses activités au pays et à l'étranger.

Dans le cadre de ses multiples activités, notamment de la Croix Rouge, le Prince Nicolas a entrepris des voyages dans de nombreux pays, européens et autres.

Il est aviateur et possède le brevet de pilote. Ses sports préférés sont la chasse, le ski et la natation.

Messages de Nouvel An de Son Altesse Royale le Grand-Duc et du Président du Gouvernement

A l'occasion du Nouvel An, Son Altesse Royale le Grand-Duc s'est adressé au peuple luxembourgeois par une allocution télévisée au début de l'émission «Hei Elei Kuck Elei» du 27 décembre 1981. Un Message de Nouvel An de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, a été diffusé dans la soirée du 31 décembre 1981 au cours des émissions en langue luxembourgeoise de Radio Luxembourg et au début du journal de Télé Luxembourg. Un message télévisé de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, a été diffusé le 3 janvier 1982 au début de l'émission «Hei Elei Kuck Elei». Nous reproduisons ci-après le texte de ces messages de Nouvel An.

Message de Nouvel An de Son Altesse Royale le Grand-Duc

Léif Matbierger,

Et as alt nees e schwéiert Joer, dat op en Enn kënnt. Déi wirtschaflech Onsëcherheet geet virun, a weider gin och eis Beméiungen fir éierbar Aarbechts-, Verdengscht- a Liewesméglechkeeten ze erhalen. Mä et gesäit elo dono aus, wéi wann d'Solidaritéit nach méi staark misst spillen, wat natierlech nët ouni en Deel Affer vum Eenzele geschéie kann.

Deer Krise wéi mir se haut erliewen, hate mer schons an der Vergaangenheet; mer hun de Wee ëmmer draus erausfond, an dat wäerte mir och des Kéier fäerdeg bréngen. Wann et dann emol esou wäit as, musse mer awer bestëmmte Lektiounen aus deer schwéierer Zäit zéien: Mir mussen et errechen, dat eis Industrie méi breet gefächert gët, an datt fir äis genuch, a keng ze deier Energie, op laang Zeit geschert gët. Eise jonke Leit, a just deene jonke Chômeure musse mer, méi wéi je eng gutt Beruffs-Ausbildung gin, fir si och op des Manéier géint de Chômage ofzesëcheren. Also: Diversificatioun vum der Industrie, intelligent Energie-Politik a professionnel Formatioun.

1982 gët d'Joer vum Drëtten Alter. An engem Land, dat nach ëmmer Respekt fir den Alter hat, as et normal, datt mer eis eeler Leit besonnesch an Éieren halen. Déi Fraen a Männer, déi haut ënnert déi eeler gehéieren, dat as d'Generatioun vum deenen, déi ëm den éischte Weltkrich gebuer sin, déi an den 30er Joeren d'Weltkris duerchgemaacht hun an och meeschter gufen, an engem Land, dat deemols, viru 50 Joer, nët dat war, wat et haut as; si hun dann den zweete Weltkrich duerchgemaacht an och déi immens Emwältzunge vum der Nokrichzäit erlieft. Dir sid bestëmmt alleguer mat mir eens, datt grad déi Generatioun déi Rou an dee Respekt verdéngt, déi si zegutt huet. Ech géif och gär an dësem Zesummenhank mat Léift u méng Mamm, d'Groussherzogin Charlotte denken.

D'Zoukonft vum Land läit op eiser Jugend; an eise jonke Leit wëll ech soen, datt si, wéi mir allegueren oppasse mussen, datt kenge falsche Werter nogelaf gët; eng zollidd Léier an en offene Geescht fir d'Aarbecht an der Fräiheet, fir d'Qualitéitsaarbecht, as de richtege Bagage fir uerdentlech duerch d'Liewen ze kommen an domat déi bescht Garantie fir jidfer Generatioun.

En neit Joer bedeit neit Liewen. Dat as e Gedanken, dée vläicht déi jonk Koppelen sech am Sënn vun hirem eegene Gleck an och am Interessi vum Land maache kënnen, dat nëmme liewen a bléie kann, wa vu Generatioun op Generatioun t'Substanz vum eistem Vollek sech erneiert.

Dat Joer, wat elo um Enn as, war e glécklecht fir eis Famill.

Den Henri huet eng jonk Fra an d'Haus bruecht, an am Dezember hu mir e Jong gedeeft, deen d'Continuitéit vum eiser Famill garantéiert. Eis béid Diechter, Marie-Astrid a Margaretha, hu sech mat jonke Leit fiancéiert, déi allenzwéin am praktesche Liewe stin. Ech weess, datt Dir se grad esou an d'Häerz schlësse wäert, wéi d'Grande-Duchesse an ech selwer, an datt Dir eist Gléck mat äis deelt.

Léif Matbierger, Mir liewen hei am Land mat villen Auslänner zesummen, déi bei äis schaffe kommen. Si hëllefen äis eis Aarbecht maachen, a mir deele mat hinnen d'Akommes vum eiser Méi grad ewéi de Laascht vum eise Suergen; dofir läit et mir um Häerz, fir och hinnen all Guddes fir 1982 ze wënschen: Bonne et heureuse année à nos concitoyens étrangers dont je salue les patries.

An dëse Feierdeeg wëlle méng Fra an ech mech mat allen, déi hei an eisem Land liewen a striewen, eis Wënsch an eis Hoffnungen deelen, fir dat neit Joer unzefänken; dofir wënschen mir Iech an eisem fräie Land, e gutt an e glécklecht neit Joer !

Allocution radiodiffusée de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement

Um Enn vum dessem Joer 1981 misste mir ons an Erënnerong ruffen, mat watfer Wënsch mir an dat selwecht agestratt sin. All Joer vum onsem Liewen brengt e Gemësch vum Onerfelltem an Erfelltem, vum Iwerraschong an Déceptioun, vu Fréd an Trauer, datt e bäl menge kënnt, et wir all Sylvester dat nemlécht zu soen an ze hoffen an ze wënschen. A villes wat ech Iech virun engem Joer als Feststellong a Wënsch durgeluegt hun, kënnt ech haut widderhuelen.

An dach stellt all 1. Januar eng Maark duer, bei déer mir Halt maen an un dem Erliewten ons Positioun bemiessen fir dat neit Joer, wat nach an onhémlechem Donkel leit, unzegoen.

Emmer nés bange mir ëm de Fridden. D'Satisfaktioun datt en och dëst Joer onsen westeuropäesche Länner erhale blouf, ass gedréift durch déi déglech Norichten déi ons aus aneren Déler vun der Welt errechen. D'Menschhét ass esou zesummengeréckelt, datt mir dagdeglech durch déi modern Kommunikatiounsméttel, ons dem Undél um Misere vun aneren net entzéihen kënnen. An eenzelne Länner vu Westeuropa huet de Wonsch no gesechertem Fridden dest Joer Bewegongen ausgeléist, déer én eng mënschlech Sympathie net ka versoen, déi iewer zu neie Geforen fir de Fridden féiere kënnen, souweit se op Eseitegket berouen an déi aal Wuerecht verkennen, datt de Fridden nëmme op d'Dauer geséichert ass, wann en op d'Gerechtegkét, op d'Freihét an de Respekt vun der énzelter Persoun opgebaut ass. Kann é soen, wann én déi rezentst Erégnesser bekuckt, datt esou Viraussetzongen geséichert sin ?

Alles iwertéint huet an de leschten Wochen vum Joer d'tragesch Entwécklong a Polen. An déer oft gepengechter Natioun gét et nèt ëm eng Bewegong déi den Imperialismus, der Revolutioun oder der Konterrevolutioun verschriewer. Et gét leschten Enns drëm dé Modell vun Gesellschaft an interner Politik zu verwirklechen, déi déi lieweg Forcen vun der Natioun, d'Arbechterschaft, d'Bauern, d'Intellektuell énnert enger humanisteschem-chreschtlecher Inspiratioun fir d'Gléck vun der Natioun als néideg empfangen. Ass et nèt dat wat all Regierungen déi d'Accorden vun Helsinki énnerechen hun sech engagiert hun ze wahren an ze schätzen.

Wa Polen krank as, krankt ganz Europa. Loosse mir duerfir – me virun allem als Mënschen, déi dat genéissen wat d'Polen sichen – verlangen a wënschen, datt déi wirklech repräsentativ nei Kräften an dem Vollék, hir Affären énnert sech ouni Zwank an Ameschong vu baussen geregelt kréien. Och fir Polen Gerechtegkét a Fridden a Selwerbestëmmong.

Bei ons dohém gong e Joer nèt duer fir déi Suergen aus der Welt ze schaafen un déne mir schons um lāschte Neijoersdag gezihrt hun. Gewëss as d'Gefill vir dat, wat ons national Engpäss a Belaschtongen sin, gewuess, wéi och déi lescht Budgetsdebatten et beweisen. Et konnt och an de Verhandlungen em d'Zoukonft vun der Stohlindustrie téschen de Sozialpartner a mam Staat e konstruktiven sozialpoliteschen Konsensus am leschte Mé errécht a vum dem Parlament ofgeséint gin. Mé den schwiewenden Zoustand an dem ons fir de Moment nach d'Kommissioun vun der EG léisst, mécht ons alleguer Suergen. Mir hätte gär datt unerkannt gét, datt mer an de freie Maart vum Stohl bei der Grënnong vun der CECA dat wésentlechste Stéck vun onser Nationalwirtschaft abruecht hun an datt eng Neiverdélong vun den Industriestrukturen dëser Tatsach muss Rechnung droen, emsou méih, well an aneren Partnerlänner d'Staatsinterventiounen a -finanzéirongen d'freit Spill vun de Maartregeln weitaus ageengt hun.

Dat bréngt mech zu onsen allgemengen wirtschaftlechen Problemen.

Nach konnte mer am Joer 1981 am Vergleich mat dénen méschten Natiounen a besonnesch mat onse

Noper mer vun enger privilégierter Situatioun schwätzen. D'Zuel vun de Beschäftegten am Enn vum Joer wor méi héich wie je. Gewëss si mer och nach elo am Stand de finanziellen Noutwendegkéten vum Staat zu géinen.

Mé énnert onse Statistiken a Léschtongen verstoppen sech eng Reih Ongleichgewichter a potentiell Geforen, déi all Moment zu Daag triede kënnen.

Et stellt sech duerfir fir d'Joer 1982 eng ganz speziell an eng grouss Opgaf: déi vun der allgemenger Upassung un déi Changmenter déi sech zënter 1975 an onser Wirtschaft vollzun hun, an déi nach nèt an eng Gleichong bruecht si gin, déi richtig an der Zoukonft opgét an vun enger relativer Dauer ass.

Dat bedéngt vun alle Seiten eng objektiv Erfassung vun de Problemer, den égenen an dénen vun den aneren, an d'Berétschaft sech mat an den Dengscht vun der Upassung ze stellen.

Et kann én duerfir viraus gesin datt méi wie je d'Joer 1982 ént vun der intensiver wirtschaftssozialer Verhandlong gét. Duerfir trétt de Comité de coordination tripartite schon ufanks Januar zesummen, fir ze kucken wéi mer ons allgemeng Wirtschafts- a Sozialproblemer nach an de Grëff kréien an ons Industriepolitik neigestalten kënnen.

Mé niest desen allgemengen Problémen verlangen och nach verschidden aner gebuede Reformen déselwechte Géscht vun Verstésteméch, Objektivitéit a Solidaritéit. Denkt nëmme un d'Pensiounswiesen, Krankekéisen an anerer.

De Wonsch nèt nëmme vun der Regéirong mé och den vun alle Lëtzebuurger, dénen d'Zoukonft vum Land um Hätz leit, muss am Ufank vum neie Joer sin, datt de Wandlungsprozess mat sämtlechen politeschen a beruflechen Instanzen esou gefouert ka gin, datt en eng sozial a wirtschaftlech Réussite fir all a vun allen duerstellt.

Mé, frot der mech: Stét dann alles am nächste Joer énnert dem Zéchen vum homo oeconomicus, dem wirtschaftlechen Mënsch ?

Guer net a mengen Aen. Et gin an onsem Vollek géschteg, kulturell, pädagogesch Bestriewongen, Initiativen fir d'Sterken vum Kierper a Géscht, déi sech a ville Manifestatiounen nidderschloen, an déi et verdéngen sech och am neie Joer zu entfalten a vun onse beschte Leit ausgeweit ze gin. All dénen och, déi sech mat philanthropeschen, karitativen Initiativen fir de Nächsten an der Nout asetzen, sief et fir de Misère an de Welt oder och nach op énzelt Gebitter bei ons dohém ze behiewen, gélt op dësem Joeresufank e speziell Wuert vun Encouragement mat beschte Wënsch fir sie an fir déi dénen se hëllef.

An enger Zeit wou den internationalen Terrorismus eng Steigerung erfiert, déi an desem Joer zu Attentaten op déi héchst moralesch a politesch Autoritéiten gefouert huet, ass et un dénen déi un de Mënsch gléwen, déer Well eng vun Groussherzegkét entgéint ze setzen.

Glécklecherweis blénkt an déi vill gro Perspektiven d'Familjegléck an onser groussherzoglecher Familien eran. Esou wéi si vir villes e Symbol fir onst Lant duerstellt, geng ech wëllen d'Folleg vun Jonkem

Gléck um Haff als e gudden Omen fir d'nächst Joer gesinn. An dem Sënn machen ech mech zum Sprichter vun Iech allen fir dem Grand-Duc an der Grande-Duchesse an Hierer ganzer Familjen Erfëllong vun Hiren schëinsten Pläng ze wënschen.

Fir Iech alleguer, jonk an al, fir Er perséinlech Aussichten am Neie Joer, fir eng gudd Gesondhét, fir Er Fréd an Zefriddenhét, spriechen ech meng oprichtegst Wënsch aus.

Prost Neijoer !

Message de Nouvel An de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement

Il y a un an je concluais mon allocution pour le nouvel an par les mots: que la paix dans la justice et la vérité nous soit maintenue en 1981.

Pour ce qui est de la grande région couverte par l'émission de R.T.L. elle l'a été, Dieu merci ! Mais la guerre et la violence sévissent ailleurs, dans bien des régions du globe à une cadence et avec une férocité accrues, avec l'accompagnement trop habituel de la famine et du déracinement de populations entières. La justice et la vérité, j'ajouterai aujourd'hui le respect de l'homme et de ses aspirations civiques légitimes, sont bafoués par des pouvoirs de plus en plus impitoyables en maints endroits. La «normalisation», entre guillemets, actuellement en cours à Varsovie n'a aucune des caractéristiques de la véritable paix. Prions pour qu'une telle «normalisation» nous soit épargnée à jamais et que les libertés en Pologne n'en soient pas les victimes définitives.

Formulons des vœux pour que les pouvoirs vraiment représentatifs des aspirations profondes du peuple polonais trouvent dans un dialogue constructif et généreux le règlement du conflit actuel, ce règlement doit être juste, vrai et respectueux des droits de l'homme.

Mais hélas ! La césure que représente le passage d'une année à l'autre est fort mince et ne nous fait pas oublier nos propres soucis.

Soucis économiques pour la plupart avec la persistance de la crise économique et du chômage, d'une

inflation rampante, des contraintes imposées par la restructuration des industries, les charges croissantes des Budgets, et last not least le malaise des jeunes, les soucis des vieux.

L'Europe occidentale est engagée dans un processus profond de mutation et nous devons vivre avec les défis que l'ajustement pénible des économies et des systèmes sociaux nous lance.

C'est dire qu'à cette analogie des phénomènes qui nous assaillent devraient répondre une plus grande solidarité dans la vision et l'action pour y faire face. Aussi faut-il souhaiter que les liens de responsabilité mutuelle qu'ont noués les traités européens, se manifestent avec plus de vigueur, d'esprit de suite et de persévérance que ce ne fut le cas en 1981. Peut-être que les chances d'un lancement de nouvelles politiques ou de la relance de celles entravées ou abandonnées se manifesteront sous le coup précisément de la désorientation et des perplexités nationales actuelles.

Une Europe unie économiquement forte et socialement consolidée est une des garanties du maintien de la paix.

Je formule à l'égard de vous tous les vœux les plus fervents pour votre bonheur personnel, pour votre travail, pour votre emploi, pour toutes les satisfactions véritables et authentiques que réserve la vie en ce monde.

A tous ceux qui souffrent ou qui sont persécutés ou traqués je dis courage et confiance dans un monde que chacun de nous peut par son altruisme rendre plus habitable pour soi-même aussi bien que pour ses frères.

Puisse l'ombre de conflits militaires s'estomper grâce à des progrès réels dans les négociations menées avec une sobriété en même temps qu'avec un amour profond des hommes.

Permettez-moi de conclure à l'adresse de mes compatriotes par la formule traditionnelle:

Ech wënschen Iech alleguer a glécklecht, e gese-
gent Neit Joer, eng gudd Gesondhét a vill Courage.

La banque face aux défis de l'avenir

Les douzièmes journées d'études financières de l'Institut International de Luxembourg se sont déroulées à Luxembourg les 12 et 13 novembre 1981. L'allocation d'ouverture de ces journées d'études, dont le thème était «La banque face aux défis de l'avenir», fut prononcée par Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement. Nous reproduisons ci-après le texte de cette allocution.

Cette année, le sujet autour duquel s'orienteront les interventions des orateurs se détache des thèmes auxquels nous sommes habitués par ce qu'il contient de martial.

D'éminents banquiers auront tout à l'heure l'occasion d'exposer à leur auditoire intéressé comment les banques entendent relever le défi qui leur est lancé et de définir la stratégie qui sera la leur face aux problèmes auxquels elles seront confrontées dans un environnement économique et politique qui ne cesse de leur imposer des responsabilités accrues.

Dans ce combat, les banques ne seront pas seules; le défi s'adresse aux pays développés et en développement, à leurs pouvoirs publics, leurs entreprises, leurs populations.

Nous sommes en train de vivre une époque de mutations profondes qui nécessiteront de la part de notre société, des institutions et des hommes qui la composent, un grand effort d'adaptation.

L'internationalisation croissante des marchés met en cause des positions acquises. La compétition internationale s'intensifiera et un bouleversement profond des situations de concurrence en résultera. L'adaptation par une restructuration économique deviendra dès lors indispensable malgré un contexte caractérisé par des déséquilibres profonds dans les échanges internationaux, une cartellisation de l'exploitation et de la distribution des matières premières, par l'instabilité des prix des produits pétroliers et l'instabilité des taux de change des monnaies de réserve.

A cela s'ajoute le manque de coordination des politiques économiques et monétaires des grands pays industrialisés, l'incertitude politique due à une recrudescence des rivalités entre puissances mondiales qui créent un climat d'attente tant de la part des investisseurs que des financiers alors que les industries se trouvent devant l'impératif d'aller en avant de la modernisation, de l'innovation, de la rationalisation aussi, grâce aux techniques de pointe.

Sur le plan national, les conséquences de l'adversité économique se traduisent par le chômage, par une inflation difficile à juguler en raison de l'interdépendance des économies régionales et nationales, par le renchérissement de la monnaie, le déséquilibre de la situation commerciale extérieure, et le déséquilibre des finances publiques.

La question qui se pose face à cette situation est celle de savoir sur qui vont reposer dans chaque pays

les responsabilités du choix et de la mise en œuvre des moyens pour combattre ces maux et remettre les économies occidentales sur la voie de la relance.

Souvent, la réponse que l'on reçoit est: «Mais l'Etat, bien entendu». Alors permettez-moi de dire rapidement quelques mots sur la place des pouvoirs publics dans la relance économique avant d'en venir à la question centrale de ce débat, c'est-à-dire le rôle des banques.

On assiste depuis un certain temps, mais surtout depuis que la crise qu'on croyait conjoncturelle s'avérait être une crise structurelle dans bien des secteurs, à une intervention marquée de l'Etat dans les mécanismes économiques, et cela même dans les pays qui se qualifient de libéraux. La fonction de redistribution des ressources prend dans cet environnement difficile une nouvelle importance. L'Etat agit par la voie budgétaire, mais aussi par l'intermédiaire d'organismes publics de crédit.

Les interventions de l'Etat en faveur des entreprises privées prennent la forme pas seulement d'aides à l'investissement grâce à des incitations fiscales, mais aussi de financements subventionnés et de prises de participation directes. Parallèlement, le rôle de l'Etat en tant qu'entrepreneur, notamment dans le domaine des Travaux Publics et en tant qu'employeur, devient encore plus important.

Or, les ressources budgétaires sont limitées, étant donné que la situation économique difficile constitue évidemment un frein aux rentrées fiscales. A tel point que la plupart des pays ont atteint ou sont proches de la limite de la pression fiscale supportable.

Cette situation se traduit par les déficits budgétaires et par un endettement croissant des entreprises qui assurent les services publics.

A l'intervention des pouvoirs publics dans les rouages de l'économie est posé un autre frein que d'aucuns n'hésiteraient pas à qualifier d'idéologique. L'action des Etats ne saurait, dans les pays à économie de marché, se substituer à la libre entreprise et fausser la situation concurrentielle.

Mais revenons sur le terrain spécifique des finances. Les besoins élevés et des pouvoirs publics et des entreprises en moyens de financement devront trouver leur contrepartie dans les marchés des capitaux et auprès des banques et ceci d'autant plus que les ressources des entreprises par le biais du capital à risque et de l'auto-financement se sont presque taries.

Je voudrais ici, avant d'aborder le rôle et le poids des banques dans la restructuration des économies, faire une parenthèse pour réfléchir quelques instants sur les mutations qui se sont produites dans la structure et l'organisation du système bancaire et aux problèmes propres auxquels sont confrontés les banques.

La banque, jusqu'il y a un passé pas trop éloigné, avait une clientèle peu nombreuse, le plus souvent

fortunée, avec laquelle elle entretenait des relations privilégiées de gens de bonne compagnie.

Le banquier se considérait volontiers comme une personne de confiance à qui on fait du crédit plutôt qu'elle n'en donne. Or, la banque est devenue au fil des années une institution à laquelle s'adresse «Monsieur Tout le Monde» pour des services de plus en plus diversifiés, une industrie ou un supermarché de l'argent ! La banque appartient maintenant au grand public et c'est à qui offre les prestations les plus sophistiquées, des crédits personnels au leasing, et à l'affacturage, des euro-chèques aux cartes de crédit, du service des coupons à la gestion de fortune, de la télé-banque au télé-cash auxquelles le public de mieux en mieux averti a tendance à recourir. Bref, les banques doivent aujourd'hui faire face à une concurrence qui leur était inconnue il y a encore vingt ans. Cette multiplication des services n'est réalisable que grâce à des efforts considérables dans l'automatisation et dans la formation du personnel bancaire, cela étant surtout vrai pour les banques à vocation universelle.

Les banques seront dès lors amenées à continuer et à renforcer des réorganisations internes et à augmenter des investissements dans le domaine de l'informatique dont la rentabilité devra être appréciée avec discernement.

Un autre défi qui est lancé aux banques en tant qu'entreprises commerciales à vocation de plus en plus internationale est celui de devoir s'adapter aux mouvements erratiques sur les marchés des changes et aux risques résultant de taux d'intérêt aux variations amples et parfois brutales. Faut-il rappeler les «accidents» de parcours encourus par plusieurs établissements bancaires ainsi que la situation bénéficiaire moins brillante de nos jours par rapport à celle des années de calme sur le plan monétaire ?

Il faudra aux banques beaucoup de circonspection dans leur politique de refinancement et dans le choix des formules d'investissement. Dans une situation caractérisée par des incertitudes profondes dans le domaine monétaire international elles seront amenées à jouer le rôle tantôt de Madame Soleil et tantôt d'acrobate — opérant dans la mesure du possible avec un filet de sauvetage —. A propos d'acrobate, on peut constater qu'en grec, une banque porte le joli nom de Trapeza.

Revenant au rôle économique du banquier en tant que bailleur de fonds et soutien des efforts de relance de l'économie, je voudrais d'abord exprimer ma confiance dans l'invincibilité des banques qui ont trouvé dans le passé et qui trouveront dans l'avenir des formules adéquates pour répondre aux besoins spécifiques de leurs clients que ce soient les Etats, les entreprises, ou les particuliers.

L'expérience a montré que les banques ne se sont pas seulement adaptées les premières à l'internationalisation des économies, mais qu'elles comptent parmi les principaux promoteurs de ce développement; elles ont tiré partie de l'existence de l'euro-marché et ont pris une part active dans le recyclage des excédents pétroliers. Grâce à ces ressources, les

banques ont su financer les échanges internationaux, les investissements, les besoins des pouvoirs publics, couvrir les déficits de balances des paiements, que ce soit par l'octroi de crédits, par la prise de participations ou en organisant les émissions sur les marchés des capitaux.

S'il semble probable que les liquidités internationales resteront assez abondantes à l'avenir pour ne pas devoir craindre un problème d'approvisionnement, il existe une limite impérative à la redistribution de ces liquidités à travers le secteur bancaire, limite qui tient tant à l'appréciation nécessaire des risques et de la rentabilité des opérations qu'à la structure du bilan des banques.

Un autre problème tient au rôle et à l'influence des banques dans l'effort d'ajustement et de restructuration de nos économies. Au même titre que pour les pouvoirs publics une limite est tracée à leur pouvoir économique dans le cadre d'une économie de marché, pouvoir qui se concrétise par des prises de participation dans les entreprises industrielles. S'il est légitime que les banques s'assurent un droit de regard sur la gestion des entreprises fortement endettées à leur égard, ces interventions ne devraient pas se généraliser, le rôle du banquier devant rester celui d'intermédiaire et de conseiller et non d'entrepreneur.

Les entreprises à leur tour devront, avec l'aide judicieuse de l'Etat et des banques, garder la responsabilité de leur propre avenir, faire preuve de dynamisme et d'esprit d'innovation et non pas céder à la tentation de réclamer des mesures protectionnistes tendant à les isoler des pressions concurrentielles qui s'exercent sur les marchés; une telle politique d'autarcie est un frein aux échanges internationaux et ne constitue pas à terme une solution à la survie des entreprises.

Le redressement économique ne se fera enfin pas sans l'effort des populations, effort accru de formation professionnelle, de mobilité de la main d'œuvre, de prise de conscience de la situation économique difficile et d'attitude responsable dans les revendications d'ordre social.

C'est ainsi que des efforts et des sacrifices doivent être fournis à tous les niveaux de la vie active économique.

Je m'adresse aujourd'hui surtout au banquier qui devra témoigner de courage et d'imagination empreints de réalisme dans ses entreprises et ceci dans le respect des traditions de prudence et de rentabilité; il saura prêter main forte aux pouvoirs publics dans leur lutte en vue de la restructuration économique qui devrait nous sortir de la crise économique que nous vivons depuis sept ans.

Dans le cadre mondial, les institutions et notamment la Banque Mondiale et les banques régionales de développement auront à jouer un rôle décisif dans le financement de l'investissement productif des pays en voie de développement qui constituent les marchés d'écoulement par excellence des produits industriels et notamment des biens d'équipement produits par les pays occidentaux.

Financer plus d'innovations en risquant moins

Le 15 décembre 1981 a eu lieu à Luxembourg un symposium européen sur le thème: «Financer plus d'innovations en risquant moins». L'allocution d'ouverture de ce symposium a été prononcée par Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, dont voici le texte:

Je suis particulièrement heureux d'accueillir aujourd'hui à Luxembourg ce symposium organisé par la Commission des Communautés Européennes placé sous le titre «Financer plus d'innovations en risquant moins».

Je dois féliciter la Commission des Communautés Européennes ainsi que tous les participants de l'effort voire de la persévérance dont ils font preuve dans des domaines où l'avenir de la Communauté et de nos pays se joue.

Il faut en effet libérer l'Europe communautaire de son attitude trop défensive, trop axée sur la gestion des acquis et sur le maintien des structures du passé.

Le thème sur lequel vous allez réfléchir et travailler pendant ces trois jours est au cœur des enjeux majeurs pour l'Europe de demain. La Communauté Européenne représente une immense chance d'avenir, face aux défis d'un monde en pleine mutation. Mais cela dépend de notre capacité commune de maîtriser les incertitudes du futur en mobilisant les moyens suffisants afin que l'Europe participe réellement à la nouvelle révolution scientifique et technologique.

Si nous voulons sortir l'Europe du désarroi et de la stagnation économique, nous devons soutenir ses principales matières premières dont elle dispose qui sont la matière grise et la culture technique.

Le monde est en train de changer profondément et les Européens, s'ils veulent garantir leur survie économique et politique, doivent mesurer les risques du déclin et mettre ensemble leur grand potentiel d'innovation et de création.

1. Depuis la deuxième guerre mondiale les Européens ont entrepris un immense effort de reconstruction et de développement donnant lieu à ce qu'on appelle un peu modestement «les miracles économiques».

Mais nous sommes désormais sortis d'une période de croissance rapide, quasi automatique, et surtout de forte prévisibilité. Nous abordons une ère de turbulences économiques, monétaires et sociales qui ont quelque peu sapé la confiance et le dynamisme des agents économiques. Nous assistons à une rupture de tendances du passé et à l'apparition de nouveaux défis industriels, concurrentiels, énergétiques et technologiques.

Cette période de turbulences comporte une détérioration pernicieuse des données considérées comme fondamentales. Au cours des trente dernières années, on pouvait miser sur la continuité d'une tendance avec une marge d'incertitude assez étroite. Le

système économique et monétaire international relativement structuré fixait les règles du jeu et garantissait une certaine stabilité. Nos économies ont pu se développer sur une large continuité technologique.

Désormais nous sommes entrés dans l'ère des incertitudes, mais également des chances nouvelles de développement et de progrès.

C'est à travers notre capacité de relever les défis nouveaux que se décidera soit le déclin soit la renaissance de l'Europe. La réponse majeure à cet enjeu historique réside dans notre faculté d'innover, de maîtriser ces changements, de redéployer notre appareil de production, d'inventer de nouvelles formes d'actions économiques, financières et sociales.

Votre symposium propose d'apporter des solutions à une contradiction dangereuse à laquelle nos économies sont toutes confrontées. Toute innovation est un pari sur l'avenir et tous les espoirs futurs comportent des risques.

Aucune activité économique n'est possible sans ce risque, car, comme l'a écrit récemment un économiste américain, «le progrès économique, c'est la possibilité de prendre des risques plus importants et plus complexes, d'engager les ressources présentes pour des périodes plus longues et dans les incertitudes du changement et des innovations.»

2. Aujourd'hui la croissance sans laquelle il n'y a pas de progrès économique, choisit de nouveaux fondements. De nouvelles technologies apparaissent, bouleversant complètement la marche de nos industries et de nos services. La concurrence internationale exige une adaptation permanente aux nouvelles règles de la compétitivité ainsi qu'une recherche et une gestion énergiques de la productivité. Le déclin de la productivité rendrait inévitable, dans le nouveau contexte international, un rétrécissement de l'économie, créant ainsi de nouvelles pressions inflationnistes et une augmentation continue du chômage.

La source principale de la productivité réside dans l'innovation. Il faudra non seulement dégager les ressources mobilisées par d'anciens secteurs en déclin pour les consacrer à de nouvelles utilisations plus productives, mais également soutenir toutes les capacités d'initiative et fournir une assistance aux créateurs d'entreprise et aux innovateurs.

Nous savons que ce sont d'abord les petites entreprises qui ont le plus riche potentiel d'innovations. Aux Etats-Unis plus de quatre-vingt pour cent des emplois nouveaux proviennent des toutes petites entreprises.

Mais ce sont également ces entreprises-là qui connaissent souvent les plus grandes difficultés à trouver les financements nécessaires. L'absence de fonds de démarrage suffisants peut ainsi mettre en échec de nouveaux potentiels de production de richesses et aggraver le chômage. La capacité technologique des pays européens est menacée et avec elle la perte de

leadership par les pays européens dans un grand nombre de secteurs d'avenir au profit d'autres régions du monde. Car le manque d'innovations dans l'industrie européenne mène à la dépendance technologique qui est le corollaire du chômage.

Les nouvelles technologies électroniques et leurs multiples applications pourront devenir une nouvelle source de croissance et de création d'emplois. Mais il faut veiller à ce que les robots ne détruisent de l'emploi partout en Europe et n'en créent qu'ailleurs. L'Europe a déjà pris des retards importants sur ses principaux concurrents dans un certain nombre de secteurs de pointe. La maîtrise de ces techniques n'est possible que sur un plan communautaire. La diffusion du progrès technique et des innovations dans toute l'économie et même dans toute la société détermine la compétitivité de l'industrie européenne. La dépendance technologique dans les secteurs de pointe mène fatalement à la décadence dans un grand nombre d'autres secteurs.

Dans cette perspective la Communauté Européenne doit mettre en œuvre une véritable stratégie pour l'innovation. La création de nouveaux instruments de financement et de promotion communautaires doit être préparée. Voilà le sens d'un espace industriel européen qui consolidera la position des industries européennes sur le marché mondial.

Car si l'innovation a été le moteur industriel de l'Europe, son ralentissement provoquerait très vite son déclin. Seule la Communauté Européenne représente un marché suffisamment important et elle dispose d'un potentiel de recherches scientifiques et techniques considérables qu'il s'agit de valoriser plus rationnellement grâce au soutien communautaire.

3. Trop souvent les innovations se heurtent au poids du passé, à des attitudes négatives causées par l'incertitude de l'évolution économique et surtout par les effets à court terme de l'innovation et des technologies nouvelles sur le plein emploi. Le rôle des innovateurs reste mal perçu et on lui concède difficilement un droit à l'échec. L'aversion généralisée pour toute sorte de risque, la résistance aux changements technologiques et structurels limitent d'emblée les bonnes occasions d'innovation. Quel banquier envisage aujourd'hui aisément de s'engager dans l'aventure même de son client ? L'épargne est de plus en plus détournée vers des placements plus sûrs, mais improductifs.

Voilà pourquoi il faudra favoriser les capitaux à risques qu'il faut réhabiliter dans l'esprit des épargnants et des investisseurs par des mesures incitatives en les orientant vers les secteurs productifs et innovateurs. Les pouvoirs publics devront encore davantage stimuler l'innovation et la créativité par des moyens financiers supplémentaires, mais également en créant un environnement plus favorable, et en infléchissant durablement un ensemble de pratiques et de comportements dans l'éducation, la recherche, l'industrie, la finance et l'administration.

C'est ainsi que se développera une plus grande réceptivité à l'innovation dans l'ensemble de notre société.

L'avenir technologique et économique de l'Europe nécessite certainement l'abandon de certains conformismes et la mise en place de nouvelles techniques de financement et de dispositions fiscales.

Les barrières qui existent entre le monde industriel et le monde financier représentent sûrement des obstacles au mariage entre la technique et le financement. Sachant que de toute manière un banquier n'acceptera qu'un mariage de raison, il nous est absolument nécessaire de trouver de nouvelles formules de garantie et de partage des risques. La création de nouvelles sociétés financières d'innovation qui fournissent des garanties pour la mobilisation des fonds et qui ont les moyens nécessaires pour l'évaluation des chances économiques et pour la gestion pendant la période de lancement d'une innovation, transformera les relations classiques entre la banque et l'industrie innovatrice.

Il faudra certes réduire les risques à un minimum, mais cela ne suffira pas, si nous ne réussissons pas à stimuler l'aptitude à innover et l'esprit d'entreprise, à rétablir la vitalité du système de recherche et d'innovation.

Face aux enjeux pour l'Europe, ne peut-on pas dire que le plus grand risque c'est de ne pas en prendre.

Bien que les turbulences économiques et les incertitudes ne soient pas favorables a priori à de grands investissements à long terme, nous devons tout mettre en œuvre pour transformer l'instabilité actuelle en chance à saisir. C'est ainsi que nous pourrons créer les nouveaux fondements pour l'expansion économique et vaincre ce cancer de notre société qu'est le chômage.

En organisant ce symposium, la Commission a montré l'intérêt et l'importance qu'elle attache à des solutions communautaires dans un domaine aussi fondamental pour le développement de l'intégration européenne. Les thèmes que vous aborderez, vous permettront certainement de dégager des solutions originales, d'ouvrir la voie à de nouvelles innovations, de susciter de nouvelles initiatives.

La construction européenne a été un formidable pari sur l'avenir, une rupture courageuse avec le passé et une œuvre innovatrice sans précédent dans l'histoire. Certes, beaucoup d'obstacles restent à franchir et le goût du risque n'est plus que trop rarement la qualité essentielle des hommes politiques. Il s'agit de relever aujourd'hui de nouveaux défis et de fixer des priorités décisives à la fois pour le rôle de l'Europe dans le monde et pour la place de chaque Européen dans la société. Je n'ai plus besoin de souligner davantage l'importance de cette initiative de la Commission. Les travaux que vous accomplirez contribueront certainement à une meilleure utilisation des atouts que possède cette Europe dont le progrès est désormais inséparable de l'avenir des nations européennes.

Der Strukturwandel des internationalen Bankgeschäftes aus luxemburgischer Sicht

Conférence de Monsieur Ernest Mühlen, Secrétaire d'Etat aux Finances

Monsieur Ernest Mühlen, Secrétaire d'Etat aux Finances, prononça le 21 décembre 1981 une conférence dans le cadre d'un séminaire organisé à l'Université de Stuttgart-Hohenheim par Monsieur le Professeur von Stein. Le thème de cette conférence en langue allemande, dont nous reproduisons ici de larges extraits, était le suivant: «Der Strukturwandel des internationalen Bankgeschäftes aus luxemburgischer Sicht.»

Die Stellung des Finanzplatzes Luxemburg am Euromarkt

Zur Zeit üben in Luxemburg 113 Banken – davon 94 in Form von Gesellschaften luxemburgischen Rechtes und 18 Niederlassungen von Gesellschaften, die im Ausland immatrikuliert sind – ihre Tätigkeit aus. Die Banken deutschen Ursprungs, zumeist 100prozentige Töchter deutscher Kreditinstitute, 29 an der Zahl, sind nicht nur die zahlenmäßig größte Gruppe, sondern halten auch mit rund 50% mit Abstand den stärksten Länderanteil an der gesamten luxemburgischen Bankenbilanz.

Besonders dynamisch und sehr wachstumsträchtig hat sich daneben in jüngster Vergangenheit die Tätigkeit der 14 skandinavischen und der 7 Schweizer Banken, darunter alle Großbanken der Helvetischen Konföderation, entfaltet. Dagegen war die Entwicklung der US-Institute in Luxemburg – man bedauert es oft – eher durch ihren rückläufigen Anteil am Handelsvolumen des Finanzplatzes Luxemburg gekennzeichnet. Letzterer dürfte heute unter die 5 Prozentgrenze gefallen sein. Mit je 4, 5 oder 6 Banken sind Italien, Japan, Israel und die arabischen Länder in der luxemburgischen Hauptstadt vertreten. Insgesamt 3 Banken stammen aus sozialistischen Ländern, je eine aus der Sowjetunion, Polen und der Volksrepublik China. Schließlich zählt der Bankenplatz Luxemburg noch 12 Institute, die als Gemeinschaftsgründungen geführt werden. Es handelt sich hier um «Joint Ventures» mit multinationalem Aktionariat.

Neben diesen Eurobanken, alles ausgesprochene Etagenbanken, ohne Schalterbetrieb und ohne Tätigkeit am Inlandsmarkt, gibt es noch 12 Kreditinstitute, deren Aktienmehrheit in luxemburgischen und belgischen Händen liegt, und die vornehmlich, wenn auch nicht ausschließlich, im Inlandsgeschäft tätig sind. Hier stehen sie im Wettbewerb mit französischen Banken. Von den französischen Banken, insgesamt 7, sind nämlich die meisten ebenfalls im Inlandsgeschäft sehr aktiv.

Hier geht es selbstverständlich darum, das Inlandsgeschäft, das für unsere Betrachtungen von untergeordnetem Interesse ist, auszuklammern. In welchem

Maße die Bankentätigkeit in Luxemburg auf Transaktionen mit internationalem Charakter zurückzuführen ist, geht übrigens aus der Tatsache hervor, daß das gesamte Bilanzvolumen des Platzes dieses Jahr die 5.000 Milliarden-Franken-Grenze, das sind 300 Milliarden DM, überschritten hat. In wohl keinem anderen Lande hat das Bankenbilanzvolumen im Verhältnis zur Bevölkerung einen ähnlich hohen Stand erreicht. Kennzeichnend für die internationale Bedeutung des über Luxemburg abgewickelten Bankgeschäftes ist darüber hinaus die Tatsache, daß 85% des über den Finanzplatz Luxemburg laufenden Geschäftsvolumens auf Fremdwährungen lauten, also in einer anderen Währung als in luxemburgischen oder belgischen Franken ausgedrückt sind.

Anteil an der Euro-Geschäftstätigkeit und Schwerpunkte des Platzes. – Das Betätigungsfeld der luxemburgischen Eurobanken liegt im allgemeinen, wenn auch mit unterschiedlichen Schwerpunkten, im kurz- und mittelfristigen Eurokreditgeschäft zu festen und variablen Zinssätzen, im Wertpapierbereich sowie im Geld- und Devisenhandel. Entsprechend der generellen Struktur des Eurogeschäftes handelt es sich überwiegend um Großgeschäfte, die zwar qualitativ höhere aber zahlenmäßig eher geringere Personalanforderungen stellen, als dies für das Geschäft am Lokalmarkt der Fall ist.

Um den Anteil Luxemburgs am Eurogeschäft zu beurteilen sei noch daran erinnert, daß das Gesamtvolumen des Eurogeld-Marktes heute auf über 1.500 Milliarden US-Dollar geschätzt wird. Bezieht man sich auf die BIZ-Erhebungen, so ergibt sich für Luxemburg per Juni-Stichtag 1981 ein Anteil von immerhin 10,0% in Bezug auf die Verbindlichkeiten und von 11,25% wenn man den Vergleich auf die Aktiva bezieht.

Luxemburgs Stärke liegt im Eurokreditgeschäft. – Kennzeichnend für die Aktivität Luxemburgs als Finanzplatz ist insbesondere das Kreditgeschäft. Es wird nämlich an diesem Bankenplatz in verhältnismäßig stärkerem Maße betrieben als dies sonstwo der Fall ist. Läßt man nämlich das Interbankgeschäft, also den internationalen Geldhandel, außer Betracht, so ergibt sich für Luxemburg per Juni 1981 sogar ein Geschäftsanteil von über 21% an sämtlichen in der BIZ-Statistik erfaßten Eurokrediten an Nichtbanken. Ergo, nach welchen Kriterien man das über den Finanzplatz Luxemburg abgewickelte Handelsvolumen auch immer erfaßt, eins steht fest: Der Umfang der Eurogelder, die über den internationalen «Rangierbahnhof» Luxemburg geleitet werden, ist recht erheblich. Allgemein gilt Luxemburg heute, direkt hinter London, als zweitwichtigster Umschlag-

platz für Eurogelder. Es sei übrigens darauf hingewiesen, daß es dem luxemburgischen Bankenplatz in den letzten Jahren gelungen ist seine Stellung im Eurokreditgeschäft ebenso wie im internationalen Geldhandel, kontinuierlich zu verbessern. So ist z. B. der Anteil der über den Finanzplatz Luxemburg gewährten Eurokredite an Nichtbanken von 16% im Dezember 1973 auf nunmehr 21% gestiegen.

Aber selbst wenn es von diesem Platz heißt, er sei im Vergleich zu anderen Plätzen kreditlastig, so trifft es nichtsdestoweniger zu, daß in jüngster Zeit die Geldmarktstätigkeit über die luxemburgische Weiche stark ausgebaut werden konnte. Insbesondere der Geldhandel der zwischen luxemburgischen Partnerbanken getätigt wird, hat dabei an Bedeutung gewonnen. Etwa ein Viertel aller Guthaben auf dem Interbank-Markt bestehen zur Zeit gegenüber anderen in Luxemburg etablierten Banken, so daß man nunmehr mit Recht von einem echten Lokalmarkt in Fremdwährungen sprechen darf. Zu einer ähnlichen Straffung der Zusammenarbeit ist es ebenfalls in Luxemburg auf dem Gebiete der Konsortialkredite gekommen. Eine Reihe von syndizierten Großkrediten an Staaten und multinationale Unternehmen sind nämlich in den letzten Jahren zustande gekommen, welche die Eigenart haben, daß ausschließlich luxemburgische Institute als Manager oder Co-Manager im Konsortium fungieren. In diesem Zusammenhang wird manchmal von sogenannten «Luxemburg-Krediten» gesprochen. Diesbezüglich sollte ebenfalls darauf hingewiesen werden, daß mitunter bei Roll-over-Krediten dieser Art nicht wie meistens üblich der Libor (London Inter-Bank offered rate), sondern der Luxibor (Luxembourg Inter-Bank offered rate) als Zinsmaßstab dient, ein Zinsmaßstab, welcher auf die spezifisch luxemburgischen Zinskonditionen Bezug nimmt.

Darüber hinaus spielt Luxemburg ebenfalls eine nicht unwichtige Rolle im Zusammenhang mit der Begebung von Euroanleihen. Allerdings sind es zumeist die lokalen Banken, welche in dieser Tätigkeitssparte führend sind, sei es, daß sie in den Anleihekonsortien vertreten sind, sei es, daß sie die Rolle einer Depot- oder Zahlstelle übernehmen, oder sei es, daß ihnen administrative Aufgaben im Zusammenhang mit der Unterzeichnung der Verträge und der Börseneinführung zufallen. Selbst wenn das Platzierungsvermögen der heimischen Banken generell hinter jenem ausländischer Großbanken zurückbleibt, so sind die Luxemburger Banken dennoch immerhin bei über einem Fünftel aller Euroanleihen als Manager oder Co-Manager in der Konsortialführung beteiligt. Zum einen haben die Luxemburger Banken bei der Entfaltung ihrer Tätigkeit auf dem Eurobondsmarkt aus der Tatsache Nutzen gezogen, daß in Luxemburg auf Wertpapieren keine Stempelgebühren erhoben und auf Coupons keine Quellenabgaben entrichtet werden, eine Voraussetzung zur Entfaltung eines grenzüberschreitenden Wertpapiermarktes. Zum anderen hat die Luxemburger Börse, dank ihrer günstigen Gebührenordnung und ihrer unbürokratischen Zulassungsformalitäten ebenfalls eine

echte Anziehungskraft auf den internationalen Wertpapiermarkt ausgeübt. Per Ende September 1981 wurden insgesamt 1655 fest- oder nichtfestverzinsliche Werte, davon 1514 aus dem Ausland, an der luxemburgischen Börse notiert. Es gibt sogar einige echte Börsenspezialitäten. So werden praktisch alle auf sogenannte Kunst- und Korbwährungen lautenden Bonds an der Luxemburger Börse notiert. Die für einen internationalen Wertpapierplatz notwendigen Infrastrukturen sind übrigens Anfang der siebziger Jahre durch die Schaffung einer unabhängigen Auslieferungsstelle für international gestreute Wertpapiere, der Cedel, zum Vorteil des luxemburgischen Bankenplatzes ergänzt worden.

Wichtigster Handelsplatz für Euro-DM-Guthaben. – Angesichts der Bedeutung der Kreditinstitute deutschen Ursprungs darf es nicht wundernehmen, daß Luxemburg es fertiggebracht hat, zum bedeutendsten Handelsplatz für Euro-DM zu werden. Was die Währungsstruktur anbetrifft, so unterscheidet sich der Finanzplatz Luxemburg deutlich von anderen Europlätzen. Während nämlich auf den Euromärkten insgesamt der Dollar deutlich in Führung ist und sein Marktanteil etwa 70% erreichen dürfte, sind in Luxemburg der Dollar und die DM ranggleich. In jeder dieser beiden Währungen sind ungefähr 45% der luxemburgischen Bankenverbindlichkeiten ausgedrückt. Auf den Euro-Sfr, das Euro-Pfund-Sterling und den Euro-Ffr entfallen in Luxemburg die restlichen, in Fremdwährung ausgedrückten Verbindlichkeiten.

Eine Mehrheit von europäischen Debitoren. – Geographisch gesehen konzentrieren sich die Gutachten und Verpflichtungen der Luxemburger Eurobanken insbesondere auf die westliche Welt, das heißt auf die Länder der OECD. Diese Länder, und an erster Stelle die Mitgliedstaaten der EG und die skandinavischen Länder, sind mit Abstand die wichtigsten Kunden des Bankenplatzes Luxemburg. Etwa 81% der Euro-Einlagen in Luxemburg stammen aus Westeuropa, während dieselben westeuropäischen Länder am Euromarkt insgesamt nur einen Marktanteil von 53% erreichen. Dagegen bezieht Luxemburg lediglich 4% seiner Finanzierungsmittel direkt, ohne Vermittlung der Mutterbanken, aus dem Mittleren Osten, während aus diesem Raum insgesamt fast 14% aller, in der BIZ-Statistik geführten Euro-Einlagen stammen. Ähnlich ist die Lage in Bezug auf die Aktiva. Westeuropa, dem 70% aller luxemburgischen Bankennittel zufließen, entsprechend einem Anteil von 53% am Euromarkt insgesamt, nimmt somit ebenfalls als Kreditkunde in Luxemburg mit Abstand den ersten Rang ein. Die schwächere geographische Streuung der von Luxemburg aus gewährten Eurokredite wird zwar manchmal als ein Nachteil empfunden. In einer Hinsicht zumindest dürfte der Standort Luxemburg dadurch begünstigt sein. Risikomäßig nämlich, insbesondere zu einer Zeit, wo die übermäßige Verschuldung gewisser Länder aus der dritten Welt den Aufsichtsbehörden Kummer bereitet, dürfte der geringere Kredit-

anteil dieser Länder dem Bankenplatz Luxemburg zum Vorteil gereichen.

Die Bankentätigkeit als einer der Schwerpunkte der luxemburgischen Wirtschaft. — Luxemburg ist, man sollte es nicht vergessen, eine kleinräumige Wirtschaft. Und als solche ist ihre Struktur nun einmal stark monolithisch ausgerichtet. Bislang hat der Stahl in einem vorrangigen Maße zum Brutto-sozialprodukt dieses Landes beigetragen. Seit der Stahl in der Krise ist, und Luxemburg sich neben der Industrie auch ganz betont den Dienstleistungen zugewandt und in diesem Rahmen die Bankentätigkeit ihren Aufschwung erlebt hat, sind es heute in stärkerem Maße die Kreditinstitute, welche zum Steueraufkommen, insbesondere was die Körperschaftssteuer anbetrifft, beitragen. Die Kreditinstitute tragen heute zu sage und schreibe 80% der hier anfallenden Körperschaftssteuern bei. Von 8,4 Milliarden Franken an Körperschaftssteuern (das sind umgerechnet rund 450 Mio DM) entfielen im Jahre 1978 etwa 6,8 Mrd oder rund 80% auf die Banken. Ebenfalls an der Beschäftigung gemessen hat das Bankengewerbe in der luxemburgischen Hauptstadt eine Stellung erreicht wie wohl in keinem anderen Lande. In der Tat, mehr als 5% der aktiven Bevölkerung des Großherzogtums Luxemburg sind im Bankengewerbe beschäftigt. Würde man sich bei diesem Vergleich nicht auf den gesamten luxemburgischen Raum, sondern allein auf die Hauptstadt beziehen, wo der größte Teil des Personals der Kreditinstitute tätig ist, so ergäbe sich noch ein wesentlich höherer Anteil.

Ergo, jede Entwicklung im internationalen Bankengeschäft, in welcher Richtung sie auch immer erfolgt, hat für Luxemburg wesentliche Konsequenzen, gute oder schlechte. An dieser Feststellung kommt man nun einmal nicht vorbei. Und dies ist auch der Grund, weshalb das Geschehen am Euromarkt von Luxemburg aus mit größtem Interesse verfolgt wird, die Konsequenzen davon mit Akribie abgewogen werden, und gleichzeitig versucht wird, sich gegen schadhafte Folgen abzusichern.

Unter diesem Gesichtspunkt verdient die jüngste Entwicklung am Euromarkt eine eingehendere Betrachtung.

Auswirkungen auf den Finanzplatz Luxemburg und Euromarktperspektiven aus luxemburgischer Sicht

Von der allgemeinen Entwicklung am Euromarkt ist Luxemburg natürlich nicht gänzlich unbetroffen geblieben. So ist z. B. seit 1979 ein deutlicher Rückgang des Körperschaftsteueraufkommens in Luxemburg festzustellen. Er ist insbesondere auf die Verminderung der Bankenerträge zurückzuführen. Zum einen ist daran die starke Margenschrumpfung bei internationalen Krediten schuld. Hier waren es die Euroinstitute, die im Roll-over-Geschäft tätig sind, welche besonders empfindlich von dieser Margeneinengung betroffen worden sind. Zum andern ist die Ertragsverminderung, die am Bankenplatz Luxemburg hingenommen werden muß, eine direkte

Folge der hohen Zinsen. Hier sei darauf hingewiesen, daß insbesondere infolge der Rückentwicklung der von den Banken ausgewiesenen Gewinne das Körperschaftsteueraufkommen um ganze 15% von 8,4 Mrd Lfr im Jahre 1978 auf 7,1 Mrd Lfr im Jahre 1979 zurückgegangen ist. Auch im Jahre 1980 hat sich die Lage in dieser Hinsicht nicht verbessert. In dem am 16. Dezember dieses Jahres verabschiedeten Staatshaushalt für 1982 wird sogar, was die Körperschaftssteuer anbetrifft, nur ein Betrag von 6,25 Mrd Lfr ausgewiesen. Es handelt sich hier allerdings um eine vorsichtige Schätzung, von der mancher aufgrund der jüngsten Euromarktentwicklung hofft, daß sie hinter der Wirklichkeit zurückbleiben wird.

Es wäre allerdings falsch, aus diesen Darlegungen schließen zu wollen, der Finanzplatz Luxemburg sei in der Krise. Es handelt sich nämlich hier nur um die Auswirkungen einer allgemeinen Entwicklung, die allenthalben festzustellen ist, und die jedenfalls für unseren Finanzplatz nicht als spezifisch angesehen werden kann. Im Gegenteil, volumen- und anteilmäßig ist es diesem Platz noch gelungen, seine Stellung auszubauen. Davon zeugt auch das Bilanzsummenwachstum, welches in dem zum 31. Oktober 1981 abgeschlossenen 12-Monatszeitraum um mehr als 30% angestiegen ist. Auch wenn er zum Großteil auf die Festigung des US-Dollar und der DM zurückzuführen ist, so handelt es sich hier nichtsdestoweniger um eine weitere Expansion, die nicht unbeachtet bleiben darf. Zum anderen sollte unbedingt auf die Tatsache hingewiesen werden, daß die einzelnen Euro-Institute recht unterschiedlich von dieser Entwicklung betroffen worden sind. Wenn ganz allgemein die deutschen Großbanken starke Schwankungen ihrer Resultate verzeichnet haben, so gibt es auch eine Reihe Beispiele, die zeigen, daß viele Kreditinstitute mittlerer Größe, insbesondere solche, die stärker im Privatkundengeschäft tätig sind, es fertiggebracht haben, ihre Gewinne noch zu erhöhen.

Nun, wie dem auch sei, angesichts der Bedeutung für unsere Wirtschaft der Euromarkttätigkeit über die luxemburgische Weiche, angesichts auch der Rückwirkungen auf den öffentlichen Haushalt Luxemburgs sehen die öffentlichen Stellen sich weiter vor die Aufgabe gestellt, zur Förderung und zum

Ausbau des Finanzplatzes beizutragen.

Diese Bemühungen gehen in drei Richtungen. Sie streben nämlich gleichzeitig:

- eine Konsolidierung,
- eine Diversifizierung sowie
- eine Verbesserung der Rechtsgrundlagen und der Rechtssicherheit

der über die luxemburgische Drehscheibe abgewickelten Transaktionen an. Auf diese verschiedenen Aspekte möchte ich einzeln eingehen.

Konsolidierung oder Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit. — In Luxemburg ist man sich bewußt, daß am Euromarkt die Entwicklung in den kommenden Jahren nicht mehr so hektisch verlaufen wird, als das bislang der Fall war.

Dies dürfte nämlich nicht nur für die Expansion des Bankenbilanzvolumens, sondern auch für die zukünftigen Neugründungen von Kreditinstituten zutreffen. Nachdem aus dem deutschen, dem skandinavischen und dem helvetischen Raum, — um mich auf diese drei Beispiele zu beschränken —, nunmehr alle Großbanken in Luxemburg vertreten sind, dürfte in Zukunft die Zahl der Neuzulassungen von Banken nicht mehr im selben Rhythmus steigen als früher. An einer Ausweitung um jeden Preis der Zahl der in Luxemburg etablierten Institute hat dieses Land, das nur Wert legt auf die Präsenz von ersten Adressen mit einer vertretbaren Mindestkapazität, kein Interesse.

Ergo, die Entwicklung steht zunächst im Zeichen der Konsolidierung, d. h. sie erfolgt unter dem Gesichtspunkt der Absicherung des Erreichten. Nun, wer von Konsolidierung spricht, sagt Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit. Das Auslandsnetz der internationalen Banken — und das trifft nunmehr auch für die Bundesrepublik zu — hat sich in jüngster Zeit wesentlich erweitert. Das ist auch der Grund, weshalb heute die Frage nach den Gestehungskosten bei der Bestimmung des Standortes, über den Finanztransaktionen abgewickelt werden, heute immer stärker in den Vordergrund tritt. Dies zu einer Zeit, wo manche Länder dazu übergegangen sind, ihre früheren Beschränkungen, die einst eine Verlagerung internationaler Finanztransaktionen ins Ausland bewirkt haben, wieder abzuschaffen.

Meistens sind es Dispositionen steuerlicher Art, die die Standortwahl bestimmen. Auf dem fiskalischen Gebiet kann der in Luxemburg etablierte Banker — dies wird er Ihnen gerne bestätigen — nicht nur Vorteile für sich in Anspruch nehmen. Deshalb geht es heute darum, ebenfalls auf Steuerebene die Konkurrenzfähigkeit des Platzes zu erhalten. Wie in der Regierungserklärung ausdrücklich vorgesehen, wird mit Nachdruck versucht, das Netz der für das internationale Kreditgeschäft so wichtigen Doppelbesteuerungsabkommen, das im Vergleich zu den größeren Nachbarn noch Lücken aufweist, zu ergänzen und auszubauen. Mit zehn Ländern und zwar mit der Bundesrepublik Deutschland, Österreich, Belgien, Brasilien, Frankreich, den Vereinigten Staaten, Großbritannien und Nordirland, Irland, Island und den Niederlanden hat Luxemburg Doppelbesteuerungsabkommen abgeschlossen. Verträge im Hinblick auf die Verhinderung der Doppelbesteuerung sind darüber hinaus bereits mit Dänemark, Marokko und Italien unterzeichnet worden, aber sind noch nicht in Kraft. Die Unterzeichnung von ähnlichen Konventionen mit Finnland, Norwegen und Schweden steht bevor. Mit Korea, Spanien, Griechenland und Portugal wird verhandelt, und das Interesse an Verhandlungen mit Singapur, der Schweiz und Japan ist schon bekundet worden. Da die diesbezüglichen Verhandlungen und gesetzgeberischen Prozeduren meistens viel Zeit in Anspruch nehmen, wurde vorgegesehen, ein Gesetz vom 30. November 1978 hat vorgesehen, daß bei Fehlen eines Doppelbesteuerungsabkommens ausländische Quellenabgaben von

der luxemburgischen Steuerschuld bedingt absetzbar sind; eine Maßnahme, die außer für unsere Banken, auch für die luxemburgische Exportindustrie von Vorteil ist. Die hierbei geltenden Beschränkungen sind übrigens seither punktuell weiter abgebaut worden. Dessen ungeachtet ist die luxemburgische Regierung entschlossen, den Abschluß anderer Doppelbesteuerungsabkommen, da er gegenüber einem unilateralen Anrechnungssystem zusätzliche Vorteile bringt, mit Tatkraft weiterzuverfolgen, wie die oben angeführten Beispiele es bestätigen. Auch wurde in Bezug auf die Befreiung von der Stempelgebühr für Depotzertifikate den Wünschen der Banken entsprochen, und der dabei vorgesehene Mindestbetrag gesenkt.

Die Regierung ist sich darüber im klaren, daß die Banken in punkto Anrechnungsfähigkeit ausländischer Quellensteuern und in punkto Sammelwertberichtigungen, insbesondere in Verbindung mit den Länderrisiken, noch zusätzliche Wünsche auf dem Herzen haben. Letztere Frage, ebenso wie die Gewinnbesteuerung auf Eigenmitteln, die in Fremdwährung bilanziert sind, werden zur Zeit geprüft.

Diversifizierung der Tätigkeit. — Nach den fetten Jahren, die in erster Linie dem Kreditgeschäft einen nicht schlecht bemessenen Gewinn gebracht haben, sind Luxemburgs Eurobanken sich heute bewußt, daß die Zeiten geändert haben. Sie sind dazu übergegangen, sich zu überlegen, ob nicht eine weitgefächerte Dienstleistungspalette zu einer besseren, langfristigen sicheren Ertragsstruktur beitragen könnte. Gedacht wird unter anderem an Dienstleistungen wie das Privatkundengeschäft, die Vermögensverwaltung, das Edelmetallgeschäft, vielleicht auch internationale Leasingtransaktionen. Diese Überlegungen sind heute keineswegs abgeschlossen. Die Regierungsstellen sind selbstverständlich bereit, die Eurobanken in ihren Bemühungen um eine weitere Aufächerung ihres Dienstleistungsangebots tatkräftig zu unterstützen. So wurde bereits auf Initiative einer Reihe von heimischen und internationalen Banken und im Zusammengehen mit der Luxemburger Börse ein börsentägliches Goldfixing eingeführt. Einige Banken sind außerdem dazu übergegangen, Goldkonten zu eröffnen und Buchgoldzertifikate zu geben. Es ist nicht ausgeschlossen, daß diese Ausrichtung im Endeffekt dazu führt, daß dieser oder jener Investmentbanker Interesse daran finden wird, sich in Luxemburg niederzulassen. Ein endgültiger Erfolg all dieser Mühen um die Diversifizierung der Bankenaktivität in Luxemburg bedingen, daß die öffentliche Hand sich zielstrebig für eine Verbesserung der legislativen Grundlagen, zu denen die Transaktionen über die luxemburgische Drehscheibe abgewickelt werden können, einsetzt. Auf die einzelnen gesetzgeberischen Maßnahmen, die augenblicklich in dieser Richtung getroffen werden, möchte ich noch zurückkommen.

Die zuständigen öffentlichen Stellen haben sich zusätzlich zum Ziel gesetzt, über den Bankenbereich hinaus die Diversifizierung artverwandter Tätigkei-

ten zu fördern. Eine ad-hoc-Arbeitsgruppe ist unter meinem Vorsitz bereits mit diesem Fragenkomplex befaßt worden. Ihre erste Aufgabe bestand darin, ein Inventar der auf diesem Gebiet bereits ausgeübten Aktivitäten aufzustellen und gleichzeitig die sich abzeichnenden Ausbaumöglichkeiten zu erfassen. In diesem Zusammenhang darf darauf hingewiesen werden, daß eine Reihe von Instituten, die bankenverwandte Tätigkeiten ausüben, zur Zeit schon in Luxemburg tätig sind. Es handelt sich um Kreditinstitute ohne Bankenstatut, um Banken- und Börsenmakler, um Leasing- und Factoring-Gesellschaften usw. Auch im Versicherungssektor, insbesondere im Zusammenhang mit dem Rück- und internationalen Transportversicherungswesen zeichnen sich zur Zeit neue Ausbaumöglichkeiten ab. Erste Erfolge konnten in diesem Bereich auch schon erzielt werden.

Verbesserung der Rechtsgrundlagen und Erhöhung der Rechtssicherheit. – Wie schon angedeutet, sind in jüngster Vergangenheit eine Reihe von gesetzgeberischen Maßnahmen getroffen worden, die zur Verbesserung der Rahmenbedingungen der Finanzplatzaktivität beitragen sollen. Ein Meilenstein wurde hier kürzlich gesetzt. Es handelt sich um die Verabschiedung eines Gesetzes, aufgrund dessen die nationalen Bestimmungen in Einklang mit den in der Direktive des Europäischen Rates vom 12. Dezember 1977 enthaltenen Dispositionen über den Zugang zum Kreditgewerbe und dessen Ausübung gebracht wurden. Andererseits wurde gleichzeitig die Gelegenheit wahrgenommen, um einer Reihe von neuen Gegebenheiten im Bankensektor zu entsprechen. Über die allgemeinen Zulassungsbedingungen hinaus wurde so z. B. der rechtliche Charakter des Bankengeheimnisses in Luxemburg präzisiert. Dabei wurde auch Wert darauf gelegt, in diesem Rahmen die gesetzlichen Voraussetzungen für die Weitergabe von Informationen an eine nationale Meldestelle für Kreditrisiken (Evidenzzentrale) zu schaffen. Dieses Gesetz regelt außerdem andere Fragen wie die Berücksichtigung der sogenannten nachrangigen Forderungen bei der Berechnung der Eigenmittel und der auf den Eigenmitteln fußenden Ratios, wie auch den Abschluß von Konventionen, die der Bankkommissar in Ausübung seiner Befugnisse mit den Kreditinstituten abschließen kann.

Eine zweite Gesetzesvorlage, die schon vom Staatsrat begutachtet worden ist und jetzt in der Abgeordnetenversammlung anhängig ist, betrifft die Investmentfonds. Sie steckt den Rahmen für die Tätigkeit dieser Anlageorgane ab. Ihre Zahl hat sich inzwischen auf fast 80 erhöht. Hier gilt es, ein gewisses juristisches Vakuum auszufüllen, da das Funktionieren dieser Institute bisher nur durch verschiedene Einzeltexte geregelt war. Auch wenn sich an der Besteuerung der Investmentfonds grundsätzlich nichts ändern wird, so werden nunmehr Investmentfonds über ein fiskalisches Eigenstatut verfügen. In anderen Worten, sie werden in Zukunft Holdinggesellschaften nicht mehr gleichgestellt sein und werden

den Bedingungen, unter denen Holdinggesellschaften ihre Anlagen tätigen dürfen, nicht mehr unterworfen sein. Daraus ergibt sich eine Erweiterung der Anlagpalette der luxemburgischen Fonds im besonderen Hinblick auf die Gründung von sogenannten Money-Funds und Edelmetallfonds. Es sei im übrigen darauf hingewiesen, daß in Erwartung dieser neuen Bestimmungen bereits ein internationaler Money-Fund in Luxemburg zugelassen worden ist.

Das dritte Projekt, welches sich ebenfalls auf dem Instanzenweg befindet und demnächst verabschiedet werden wird, betrifft den Zahlungsaufschub, die überwachte Geschäftsführung und die Abwicklung von Banken und Kreditinstituten. Dieses Gesetz gibt den Behörden neue Möglichkeiten, um die Interessen der Bankkunden im Falle von ernststen Schwierigkeiten eines Institutes wahrnehmen zu können und liefert dazu neue, graduelle und daher wirksame Eingriffsmöglichkeiten. Es führt somit zu einer Verbesserung des Instrumentariums des Bankkommissars in Notfällen.

Was nun das Goldgeschäft angeht, das in Luxemburg von der Mehrwertsteuer befreit ist, so ist geplant, den Banken die Ausgabe von Depotzertifikaten und die Transaktionen mit Buchgold zu erleichtern. Dadurch daß künftig aufgrund einer gesetzlichen Regelung die Fungibilität im selben Maße wie das schon für Wertpapiere der Fall ist, auch für Gold möglich gemacht wird.

Es würde zu weit führen, auf alle anderen Gesetzesprojekte die im Zusammenhang mit den Aktivitäten des Finanzplatzes eingebracht worden sind, einzeln einzugehen. Ich möchte hier nur noch erwähnen, daß Luxemburg dabei ist, die Rechtssicherheit bei Treuhandtransaktionen dadurch zu erhöhen, daß die Rechte und Pflichten der Parteien nunmehr rechtlich festgelegt werden. Die gesetzgeberische Maßnahme auf diesem Gebiet ist übrigens seit über zwei Jahren geplant. Eine ad-hoc-Arbeitsgruppe ist seit einiger Zeit mit der Vorbereitung dieser Texte beauftragt worden. Treuhandoperationen werden in Luxemburg übrigens seit jeher abgewickelt. Es geht mithin um eine echte Verbesserung der rechtlichen Rahmenbedingungen, in denen sie ausgeführt werden können. Ein Zusammenhang mit entgegengesetzten Maßnahmen, die jüngst in anderen Ländern im Sinne einer Erschwerung solcher Treuhandtransaktionen angekündigt worden sind, besteht nicht.

Ein Wort zum Schluß

Heute wird die Frage der Kreditrisiken nämlich immer öfter gestellt, einerseits aus der Sicht der Großrisiken, andererseits aber auch aus der Perspektive der übermäßigen Verschuldung verschiedener Entwicklungsländer und der Ausfallgefahren, die sich aus diesem Tatbestand ergeben dürften. Wird dieses Problem aufgeworfen, so fällt mitunter auch ein Hinweis auf den Finanzplatz Luxemburg, dem vorgehalten wird, er sei durch keine Notenbank, also durch keinen sogenannten «Lender of last Resort» abgesichert.

Dazu eine Reihe von grundsätzlichen Bemerkungen. Gewiß, die Sorgen um die Kreditrisiken und die Bemühungen um eine angemessene Vorsorge sind am Euromarkt durchaus berechtigt. Auch sollte man diese Fragen nicht auf die leichte Schulter nehmen. Nun, wie dem auch sei, bei einem Vergleich dieser Risiken auf nationaler und internationaler Ebene darf man dennoch nicht vergessen, daß am Euromarkt Ausfälle in der Regel weniger häufig sind als im nationalen Geschäft. Insofern ein Institut jedoch nicht für eine genügende Streuung des Risikos sorgt, kann es zu sogenannten Klumpenrisiken kommen. Außerdem muß hier bei der Risikobewertung, neben der möglichen Insolvenz des Schuldners, auch das sogenannte Länderrisiko in Betracht gezogen werden. In dieser Beziehung kann Luxemburg gelten lassen, daß seine Bankenkontrolle strenge Maßstäbe anlegt, sowohl was die vorgeschriebene «Kapitaldecke» der in Luxemburg etablierten Banken angeht, als auch was die Überprüfung der Groß- und Länderrisiken betrifft. Da mit einem gewissen Ermessensspielraum ausgestattet, ist die luxemburgische Bankenüberwachung außerdem in der Lage – Herstatt war ein Testfall – effizient und schnell zu handeln. Auch laufen die luxemburgischen Überwachungsregeln darauf hinaus, daß die in Luxemburg ansässige Leitung der Banken in den Entscheidungsprozeß voll eingeschaltet bleibt und sie für diese Entscheidung auch voll verantwortlich ist.

Was nun die Kreditstruktur anbetrifft, so sei hier noch einmal daran erinnert, daß sie stark auf westeuropäische Länder ausgerichtet ist und der «sovereign risk» dadurch in geringerem Maße spielt als sonstwo. Vielleicht sollte man noch im Zusammenhang mit der Aufgliederung der Euroinstitute am

Platz Luxemburg daran erinnern, daß es sich um Institute handelt, die strengen Bonitätskriterien entsprechen. Töchter und Zweigstellen tragen zumeist den Namen der Mutter, was eine Garantie dafür ist, daß letztere, wie ein führender deutscher Banker betont hat, auch gerade steht, wenn es darauf ankommt.

Nun, mit welchem Nachdruck der Finanzplatz Luxemburg auch immer seinen freizügigen und eigenständigen Charakter betont, für eine Zusammenarbeit mit den Überwachungsbehörden anderer Länder im Dienste der Sache bleibt er offen. Davon zeugt das «Gentlemen's Agreement» mit der deutschen Bankenaufsicht, aufgrund dessen die Übermittlung von Kontrollberichten möglich wird, natürlich unter voller Berücksichtigung der Bestimmungen des Bankengeheimnisses. Davon zeugt auch die luxemburgische Bereitschaft, sich im ureigenen Interesse des Euromarktes an einem europäischen Meldewesen oder am Aufbau einer Evidenzzentrale zu beteiligen. Davon zeugt schließlich die luxemburgische Bereitschaft, zur Lösung der Frage der konsolidierten Bilanzen auf EG-Ebene einen aktiven Beitrag zu leisten.

Nur eins wird man von Luxemburg nicht verlangen dürfen, eine Veleugnung seines «Ja» zur Liberalität, seines «Ja» zu jener Liberalität von der einst der deutsche Banker Jürgen Ponto im Zusammenhang mit dem Euromarkt gesagt hat, sie sei ein Glücksfall für Europa. Zu einem System innereuropäischer Kontrollen, zu einer EG-Solidarität im Sinne von Restriktionen und auch Abkapselung nach außen, könnte nämlich unser Land, das auf die Freizügigkeit angewiesen ist, sich ebenso wenig wie die Bundesrepublik bekennen.

Le soixante-quinzième anniversaire du Conservatoire de Luxembourg

A l'occasion du soixante-quinzième anniversaire du Conservatoire de la Ville de Luxembourg, une séance académique s'est déroulée le 17 novembre 1981 au Théâtre Municipal de la Ville. Son Altesse Royale la Grande-Duchesse a honoré de sa présence la cérémonie à laquelle assistèrent notamment Monsieur Léon Bollendorff, Président de la Chambre des Députés, Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Culturelles, Monsieur René Konen, Ministre des Travaux Publics, Monsieur Josy Barthel, Ministre des Transports et de l'Energie, Monsieur Emile Krieps, Ministre de la Force Publique, les membres du conseil échevinal et communal de Luxembourg, les membres du corps diplomatique, ainsi que de nombreuses personnalités luxembourgeoises et étrangères de la vie culturelle et artistique.

Après de chaleureuses paroles de bienvenue adressées à Son Altesse Royale la Grande-Duchesse par Monsieur Josy Hames, Directeur du Conservatoire, Monsieur l'Abbé Jean-Pierre Schmit, ancien Directeur du Conservatoire, Président de la Commission de surveillance, parla du rôle important qui incombe au Conservatoire de la Ville.

Monsieur Léon Bollendorff évoqua plus particulièrement dans son allocution les principales étapes historiques du Conservatoire, l'épanouissement de la vie musicale dans notre pays et la mission du Conservatoire de Musique.

Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Culturelles, prononça ensuite une allocution dont nous reproduisons le texte ci-dessous:

C'est avec empressement et joie que j'apporte au directeur, aux enseignants, aux élèves et aux amis du Conservatoire de Musique les vives félicitations du Gouvernement à l'occasion du 75^e anniversaire de sa fondation. Ce message jubilaire s'accompagne de l'expression de la gratitude nationale pour l'approfondissement et le rayonnement que depuis trois générations le Conservatoire apporte à la vie musicale de notre pays. Il voudrait être en même temps une exhortation et un encouragement de persévérer dans l'enseignement et la diffusion d'un art que sa finesse, sa spiritualité et sa subtilité mettent au premier rang des dons des Muses.

Création de la ville de Luxembourg, le Conservatoire a cependant dès sa fondation joui du concours et de l'intérêt de l'Etat, qui se rendait compte que les services rendus à notre population et le prestige de l'établissement dépassaient les bornes de la commune, voire celles de notre pays.

A son origine il fallait aussi une espèce de tripartite, l'intervention d'un tiers, c'est-à-dire du mécène qui fut en l'occurrence Madame Eugénie Pescatore-Dutreux, à la mémoire de laquelle nous devons une pensée reconnaissante.

Le Conservatoire, tout au long des décennies, non seulement a formé d'excellents musiciens venant de toutes les parties du pays, mais il a, par ses orchestres, ses chorales et ses divers ensembles, fourni un enrichissement de notre vie culturelle, dans une forme de l'art pour laquelle les Luxembourgeois ont un penchant et une aptitude particulières.

Les performances remarquables de l'orchestre des élèves du Conservatoire que vous venez d'entendre dans toute sa fraîcheur juvénile d'interprétation sont le témoignage et le symbole des progrès réalisés au cours des 75 années.

Effectivement à tous les niveaux et dans tous les genres musicaux, notre petite patrie résonne des performances musicales. En ces temps de passivité artistique, il semble même qu'un renouveau de pratique active des instruments de musique se fasse jour. Est-ce par l'exemple et l'émulation que subsistent la diffusion radiophonique, ou la télévision ou est-ce par lassitude du caractère impersonnel et superficiel de la

perception des œuvres musicales par l'écoute passive ?

Toujours est-il que l'enseignement s'étend, que des besoins se font sentir pour l'organisation de cours de recyclage et des cours d'adultes.

D'autres écoles de musique se sont créées dans diverses régions du pays et ont contribué à cet essor remarquable de l'art musical. A tel point que le besoin s'est fait sentir de coordonner dans une loi sur l'enseignement musical les efforts déployés à divers niveaux d'enseignement, permettant de situer la vocation et la consécration de chaque enseignement. Un groupe de travail est chargé de mettre au point ce projet qui sera examiné prochainement par le Gouvernement.

Lorsque la ville de Luxembourg constatant le gonflement des effectifs d'élèves et la variété des nouvelles initiatives dans le domaine de la création et de l'exécution musicale, décida de construire un nouveau bâtiment capable de recueillir toutes ses activités et susceptible d'enrichir encore notre culture musicale, l'Etat a, conformément à une tradition établie, apporté sa contribution à cet important projet.

Comme je l'ai déclaré à l'occasion de la pose de la première pierre de cet ouvrage, je considère que cette réalisation est l'expression de la foi dans l'avenir avec l'affirmation de mettre la création et la pratique de l'art musical au service de l'épanouissement spirituel de la personnalité humaine.

En même temps la Musique et le Chant sont un facteur de rassemblement des hommes dans une discipline volontaire et acceptée, promouvant l'harmonisation des relations sociales.

L'adage que la «Musique adoucit les mœurs» est comme tout adage d'une vérité relative si l'on songe à certaines séances de déchaînement obsédant de sons, comme on en connaît depuis les deux dernières décennies.

Mais il reste vrai que tous ceux qui s'y consacrent, y trouvent non seulement d'immenses satisfactions personnelles, mais communiquent avec leur prochains avec les fibres les plus intimes de leur intelligence et de leur cœur.

Vive donc le Conservatoire ! Qu'il prospère au cours du 4^e quart du siècle qu'il accomplit.

La réunion du Conseil ministériel de l'OTAN à Bruxelles

Les 10 et 11 décembre 1981, le Conseil de l'Atlantique Nord s'est réuni à Bruxelles en session ministérielle. Nous reproduisons ci-après le texte du communiqué final publié à l'issue de la réunion.

Le Conseil de l'Atlantique Nord s'est réuni en session ministérielle à Bruxelles les 10 et 11 décembre 1981. A cette occasion, les Ministres ont signé le protocole d'accession de l'Espagne au Traité de l'Atlantique Nord, qui va maintenant être soumis à ratification selon les règles constitutionnelles de leurs pays respectifs. Ils ont accueilli avec satisfaction la décision de l'Espagne de demander son adhésion à l'Alliance et ainsi de jouer son rôle dans la sécurité collective alliée conformément aux principes du Traité de l'Atlantique Nord. Cette décision est une nouvelle preuve que l'Alliance garde toute sa vitalité.

Résolus à œuvrer pour la paix et la sécurité en fondant sur un équilibre stable des forces, une réduction des tensions et des relations plus constructives entre l'Est et l'Ouest, les Ministres ont déclaré ce qui suit:

L'Alliance a pour vocation de préserver la paix et de permettre ainsi aux peuples de ses membres de sauvegarder les valeurs et le mode de vie qui leur sont communs. Dans l'intérêt d'une paix durable, les Alliés continueront inlassablement à œuvrer en vue d'établir dans les relations Est-Ouest, grâce à un dialogue constructif, l'indispensable climat de confiance et de modération réciproque, afin de parvenir à une détente authentique et à des progrès substantiels dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement. Mais étant donné que l'Union soviétique n'a pas cessé de renforcer son potentiel militaire, et tant que la confiance n'aura pas été établie sur des bases solides, les Alliés n'auront d'autre choix que de dissuader tout agresseur éventuel en faisant clairement comprendre qu'ils ont la force et la volonté de résister. La paix dont bénéficie l'Europe depuis trente-six ans donne la mesure du succès de l'Alliance et de sa politique de dissuasion et de défense. Une dissuasion adéquate ne compromet pas la paix, elle la rend plus sûre. L'unité et la force de l'Alliance sont la meilleure garantie que les peuples qui la composent pourront continuer à vivre sans crainte de la guerre.

Le rôle des armes nucléaires est un thème qui retient une grande attention dans le débat politique qui se déroule à l'Ouest, et ce, particulièrement chez les jeunes. Le fait est cependant que les armes nucléaires ont été jusqu'ici un élément essentiel de la prévention de la guerre, face aux déploiements massifs de forces classiques et nucléaires du Pacte de Varsovie. L'Alliance doit maintenir une capacité nucléaire, le désarmement n'ayant pas atteint un niveau satisfaisant. Elle ne pourrait pas réduire le risque de guerre en renonçant unilatéralement aux armes nucléaires. L'Union soviétique a considérablement accru ses for-

ces pendant toute la période de la détente. Un désarmement nucléaire unilatéral donnerait un avantage militaire écrasant à l'Union soviétique, sur qui l'on ne saurait compter pour suivre cet exemple. Le seul moyen sûr de réduire l'intimidation et la guerre est d'assurer un équilibre stable entre les forces de l'Est et de l'Ouest. Cela devrait être fait au niveau le plus bas possible.

La modération et le sens des responsabilités sont indispensables à la conduite des relations internationales. Mais l'URSS persiste à mener dans différentes parties du monde des activités déstabilisatrices de tous ordres qui jettent le doute sur sa volonté de rechercher une réduction authentique des tensions. Si l'Union soviétique est portée à exagérer les besoins de sécurité qu'elle invoque pour justifier son vaste programme de développement et de production d'armements, elle dénonce en revanche comme illégitimes les mesures défensives que prennent les pays occidentaux. Cependant, elle s'efforce d'exploiter à ses propres fins les inquiétudes souvent exprimées dans les pays de l'Ouest, tout en prohibant chez elles tout libre débat de même nature.

L'Union soviétique s'efforce d'autre part de promouvoir ses propres intérêts en recourant à la force. L'occupation de l'Afghanistan se poursuit, malgré la résistance de plus en plus acharnée du peuple afghan, et au mépris des appels répétés de la communauté internationale au retrait des troupes soviétiques. Le refus de l'URSS de répondre à ces appels constitue une menace pour la stabilité de la région, met en danger la paix et la sécurité internationales et représente un obstacle sérieux à l'amélioration des relations Est-Ouest.

Dans ces conditions, sans rechercher la supériorité militaire, l'Alliance est résolue à renforcer les moyens dont elle dispose pour décourager l'agression et défendre la paix. Les améliorations apportées à l'état de préparation de la défense alliée et à ses capacités militaires vont dans ce sens. Les Ministres ont déclaré soutenir la détermination des Etats-Unis de maintenir le potentiel de dissuasion de leurs forces stratégiques. Une défense adéquate est aussi la base essentielle de négociations fructueuses sur la maîtrise des armements et le désarmement.

Les Alliés demeurent résolus à poursuivre dans toutes les enceintes appropriées des efforts vigoureux pour parvenir à des limitations et réductions substantielles, équilibrées et vérifiables des armements. Rappelant le discours historique prononcé le 18 novembre 1981 par le Président Reagan, ils ont marqué leur plein appui au programme vaste et constructif que celui-ci a proposé en vue d'établir la paix sur des bases stables. Ils partagent la résolution des Etats-Unis d'œuvrer pour l'instauration d'un équilibre des forces à des niveaux plus bas d'armements et ils ont pris note avec satisfaction du plan en quatre points